

● EN ARRIVANT DANS LE HOUNAN

Lire en page 12 le reportage réalisé par la délégation du *Quotidien du Peuple*.

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 28 SEPTEMBRE 1977 - N° 518

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Accord de cessez-le feu
au Sud Liban

un pas dans l'expansion israélienne

L'accord de cessez le feu est entré en vigueur lundi à 10 heures. Il consacre le poids des USA dans la région. Ils sont dépositaires des engagements pris par chacun et sont en position de médiateur éventuel pour tout conflit concernant le Sud Liban.

En outre, ce cessez le feu officialise un droit de regard d'Israël sur tout le Sud Liban jusqu'à la rivière Litani, Israël affirme son droit d'intervenir aux côtés des fascistes qu'il a lui-même installé au Sud Liban, au nom de l'accord de cessez le feu.

En troisième lieu cet accord prétend régler la question de la présence des Palestiniens au Sud Liban sans la participation de l'OLP.

En définitive, cet accord en entérinant le droit que s'est attribué Israël d'intervenir au Sud Liban vient de permettre à celui-ci de franchir un nouveau pas dans son expansion avec la garantie des USA et l'accord des régimes arabes. L'accord de cessez le feu lui laisse la porte grande ouverte pour exiger un contrôle de plus en plus important sur le Sud Liban.

(Voir notre article page 8)

LES SYNDICATS FACE A LA DESUNION DE LA GAUCHE

- Krasucki à fond derrière le PCF
- Maire inquiet du contenu et du nombre des nationalisations



Les syndicats ont pris le relais des partis de gauche sur les ondes et dans la presse. Lundi matin, une délégation de la direction confédé-

rale CGT se rendait rue Cadet, rencontrer son homologue de la CFDT. Les discussions ont bien sûr porté sur la situation actuelle de la gauche. Une démarche commune semble avoir été définie puisqu'Edmond Maire à RTL mardi matin, reprenant les propos de Krasucki de lundi après-midi, insistait sur la volonté apparemment commune de ne pas «*envenimer le débat, de ne pas se livrer à l'invective, ni accuser personne, mais au contraire d'aider à débloquer la situation.*»

Du côté des partis de gauche, en attendant les interventions de Mitterrand et Marchais de mercredi, on semble continuer à faire route séparée. C'est dans ce contexte que les syndicats éprouvent le besoin de faire connaître leur point de vue sur la situation. La recherche d'une démarche commune se sera sans doute heurtée à un

certain nombre de difficultés, malgré la «*tranquille assurance des uns et des autres.*» Même s'il y a mis une sourdine dans la période, Edmond Maire continue ses critiques au PCF et au PS en brandissant continuellement sa plume. Du côté CGT, rien de nouveau. En l'absence de Ségué, retenu à Moscou pour le Congrès de la FSM, Krasucki se livrait lundi après-midi à un numéro de haute voltige : tout en «*ne prenant pas parti pour personne,*» il reprenait point par point les positions du PCF sur les nationalisations.

On aura noté l'inquiétude manifestée par les dirigeants syndicaux. Elle n'est pas de même nature pour Ségué ou pour Maire. En tout cas, chacun pour son compte, ils semblent décidés à faire entendre leur voix.

G.P.

Quand on est reçu au concours des PTT...

6 000 jeunes ont été reçus au concours passé en mars. 6 mois d'attente, ou plus, pour recevoir sa nomination, en général à Paris, dans les grands centres de tri. Arrivés là, c'est toujours l'inconnu : quel salaire ? 2 000 F à peu près. Quel travail ? Boucher les trous, à ce qui semble. Où loger ? Le foyer-dortoir, c'est provisoire. Enfin, grosse question : combien de temps faudra-t-il rester à Paris ? Pour ces stagiaires de la Martinique, la réponse est précise : 5 ans minimum, certainement beaucoup plus... 3 ans les autres, tout dépend de la demande dans la région d'origine. Mais c'est ça, ou le chômage...

Lire notre enquête en page 2

Gauche : négociations bloquées

Négociations bloquées à gauche laissant tout loisir aux deux protagonistes de s'accuser mutuellement d'«*avoir changé.*» Pour chacun d'entre eux, c'est l'autre qui a trahi ! Ce qui a changé, ce n'est pas la nature de ces deux projets capitalistes, mais bien la distance qui sépare ces partis bourgeois du pouvoir, rendant ainsi l'un et l'autre exigeant sur les garanties d'empêcher l'autre de mettre en œuvre son projet.

(Lire page 7)

Fête des Marchis en Charentes

Deux années de lutte ont permis à André Puygrenier et Pierre Farget, fermiers aux Marchis (Charentes), de faire annuler la décision d'expulsion prononcée à leur égard par le propriétaire. Mais aujourd'hui ce dernier fait appel ! Ce week-end se sont tenues deux journées de mobilisation sur le thème de la «*nécessité de ne pas être privé du droit au travail.*»

(Lire page 10)

Après la manifestation de Bologne

La rencontre de Bologne a été l'occasion d'une importante confrontation de point de vues entre tous les courants de l'opposition italienne. Au cours des forums, les thèses des «*autonomistes*» ont été battues en brèche par l'expérience des luttes ouvrières contre la politique d'austérité, et sa défense par le PCI.

(Lire page 9)

A Paris

DESCENTE DE POLICE DANS UN FOYER DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Après les contrôles dans le métro et dans les rues des travailleurs immigrés, la police s'attaque maintenant aux foyers. Des policiers ont fait lundi matin une rafle dans un foyer d'immigrés du 2^e arrondissement de Paris pour un contrôle de papiers. Les autorités préfector-

ales, en refusant de régulariser la situation des travailleurs immigrés les contraignent à se procurer des faux papiers et les maintiennent sous la menace permanente de la répression et de l'expulsion.

(Lire page 5)

REPORTAGE



Une bonne affaire pour les chefs d'entreprise engager un jeune

QUAND ON EST REÇU AU CONCOURS DES PTT...

Enquête de Monique CHERAN

«INUTILE DE VOUS PRÉSENTER LA VEILLE»

Au dernier concours, je crois qu'il y a eu 6000 et quelques reçus, nous dit Lionel, qui arrive du Midi. On a tous été envoyés dans la région parisienne, ou dans l'Est. J'ai des copains qui ont réussi aussi, mais qui attendent encore leur nomination. Pour moi, il y a eu 6 mois entre la date du concours et mon arrivée ici. Il ne faut pas être pressé. Il y en a quelques uns qui travaillaient déjà dans les postes comme auxiliaires, mais beaucoup étaient au chômage, ou sortent du service militaire». Effectivement, ce matin, il y a très peu de «vieux». Presque pas de filles. Le tri est considéré comme un métier salissant.

En début d'après midi, nous nous retrouvons. Lionel raconte sa matinée. «On a eu droit au grand accueil : animateurs, assistantes sociales. On nous a offert le petit déjeuner à la cantine ! Croissants, café au lait ou autre chose au choix. Tout le monde a reçu un porte document

8 heures du matin, un grand centre de tri parisien. Ils sont là, une centaine. Beaucoup ont leur valise à la main, ils débarquent tout juste du train de nuit qui les a amenés de province. Ils ont été reçus au concours externe des postes et viennent effectuer à Paris leur année de stage pour devenir, en principe, préposés.

avec différentes brochures sur les postes-service public, sur les différents problèmes qu'on peut rencontrer quand on débarque : logement, «nos droits et obligations». Il y a eu quelques discours «on est très content de vous recevoir, la poste est un grand service public, les concours, si on a des problèmes, il y a des assistantes sociales... On nous a donné un plan de Paris. Puis un carton pour demain : «Présentez-vous à 9 heures à telle adresse. Ceux qui n'ont pas de logement, c'est-à-dire à peu près les trois quarts, sont allés faire un tour dans Paris avec des gens de l'accueil».

SALAIRES : VOIR LES TABLEAUX D'AFFICHAGE

Toutes ces attentions, Lionel les trouve plutôt déplacées. «Personne n'é-

coutait leur discours. Tout ça ne dit pas combien on va toucher, ni quel boulot on va faire». On jette un œil sur la brochure d'accueil à l'usage du personnel débutant, au chapitre «traitement» : les variations périodiques des rémunérations ne permettent pas de donner des chiffres. Les panneaux d'affichage administratif vous renseigneront... Stagiaires : les différentes rémunérations sont généralement affichées sur les tableaux administratifs... «Tu vois, on ne sait même pas combien on va gagner. Je pense que ça doit tourner autour de 2000 francs. Pour le travail, je n'en sais pas plus».

Le lendemain, ils ont rempli des tas de formulaires, dans toute une série de bureaux. De nouveau quelques discours. Puis pendant une semaine, ce sera l'école de tri : les

départements, en commençant par la zone où on est affecté. Chaque jour, les horaires changent. «Je ne sais pas ceux d'après demain. J'ai l'impression qu'après l'école, on va servir de bouche trou, mais on ne nous dit rien de précis. C'est un peu la grogne. Pour les foyers où on nous a casés : à part Créteil, c'est des chambres à plusieurs lits, quatre quelquefois. Dans un des foyers, il n'y a pas de douche. Et c'est du provisoire, on n'y a droit que quelques mois. La prime d'installation, on ne sait pas trop quand on va la toucher, ni les salaires. En attendant, il faut tenir. Il y a déjà un type qui est parti, au bout de 3 jours ! Il avait sa femme et ses gosses dans le Midi, et il ne voyait pas bien comment s'en sortir ici. En plus, le travail, à ce qu'on a pu voir...»

«PAS DE RETOUR... AVANT DE NOMBREUSES ANNÉES

Ce concours (ou d'autres du même genre) des PTT, ils sont des milliers à le passer, parmi les jeunes. Ils se disent qu'ils ont une petite chance d'avoir un emploi à peu près stable. Pour cela, ils sont obligés de quitter leur région. Pour un an en principe. Mais tout dépend. Pour un Breton, ou plus encore un Martiniquais, cela peut être long, comme en témoigne la circulaire envoyée aux Martiniquais admis au concours d'agent d'exploitation : «Je vous informe qu'aux termes des instructions en vigueur, les agents de la Martinique promus dans les départements métropolitains sont astreints à un séjour minimum de 5 ans (...) avant de pouvoir obtenir leur mutation dans leur département d'origine. Cependant, en raison du nombre très important de fonctionnaires originaires des Antilles actuellement en service en France métropolitaine et désireux de revenir dans leur département, vous ne pourrez, en réalité envisager un retour outre-mer avant de nombreuses années...».

Pour les chômeurs des colonies, ou des différentes régions du pays, être reçu au concours des postes, c'est avant tout être déporté, arriver, au petit matin, dans un centre de tri, et pour un salaire dérisoire, attendre qu'un jour, on soit enfin muté.

Les stagiaires vus par la direction



Extraits de la brochure «à l'usage du personnel débutant»

«Si vous ne disposez d'aucun moyen d'hébergement dans la capitale, nous essaierons de vous faire admettre à titre provisoire dans un foyer dortoir...»

Pour le paiement de votre traitement : votre qualité de fonctionnaire de l'Administration des PTT vous fait un devoir de préférer les chèques postaux à tout autre organisme bancaire... Est-il besoin d'ajouter que vous ne devez utiliser un chèque qu'en ayant la certitude que votre compte est suffisamment approvisionné...

La possibilité est offerte aux stagiaires de passer les examens à titre de «volontaire», ce qui vous permet de choisir la date en fonction de votre degré de préparation... Le volontariat est un élément favorablement apprécié par vos supérieurs, en ce sens qu'il dénote une volonté de travail de votre part...

La titularisation intervient sous réserve que le stagiaire ait assuré un travail convenable. La notation dont il est l'objet, à l'expiration d'un délai de 6 mois, est une première indication sur la manière dont il est apprécié par ses chefs.»

bref...En bref...En bref...En b

Lang (Paris) : la sentence du tribunal

Le tribunal de Commerce de Paris, réuni en fin de semaine a statué sur le cas de l'entreprise LANG qui, on le sait est menacée de fermeture. De la séance est ressortie un «plan de sauvetage» de l'imprimerie. Pour «sauver» l'entreprise, le tribunal a proposé de «compresser les frais généraux, en réalisant une diminution du personnel d'encadrement et des effectifs des services centraux, ainsi qu'un allègement des frais extérieurs en particulier les T.F.S.E. (sous-traitant) et les services divers de gestion». En plus de ces licenciements concernant pour l'instant les cadres et la maîtrise, le jugement rendu par le tribunal estime nécessaire «d'augmenter la production». Il propose pour cela un investissement de 13 millions d'anciens francs. L'augmentation de la production devrait être obtenue par «l'utilisation optimale des

moyens de production et par l'emploi plus rationnel du personnel productif». Autrement dit, est proposée une augmentation importante des cadences.

Figeac (Lot) : chômage partiel à l'usine Ratier

Bien sûr, la délégation reçue par le préfet du Lot n'a pas obtenu que le plan de charge de l'entreprise ne subisse pas une baisse ; a-t-on déjà vu un préfet avoir une autre fonction que celle de réprimer ? Devant la réduction du temps de travail à trente deux heures par semaines, avec perte de salaire, lundi soir, six cent ouvriers de l'entreprise ont bloqué à Cahors sur la ligne Paris-Toulouse, le train «le Capitole».

Grève des lads de l'Agakhan

Les courses hippiques évoquent une flopée d'amateurs fortunés, propriétaires d'écuries au coût fabuleux. L'Agakhan par exemple, n'hésite pas à payer 11 millions (nouveaux, bien sûr), une écurie...

Ces amis de la race chevaline, exploitent un personnel nombreux : palefreniers, lads. Les lads de l'écurie de l'Agakhan, précisément, menacent de se mettre en grève pour 2 800 F, une meilleure prime d'ancienneté, des week-ends, etc. l'application des conventions collectives !

Le patron n'est pas à un million près pour acheter une rosse, mais lorsqu'il s'agit de respecter les droits des travailleurs, il n'y a pas de petits profits !

LUTTES OUVRIERES

Sur la question des nationalisations

LA DIRECTION CGT A FOND DERRIERE MARCHAIS

«Les travailleurs sont inquiets pour l'Union de la gauche, pour ce que va devenir le contenu du Programme commun en quoi ils placent tant d'espoirs». C'est en ces termes que Krasucki, le numéro 2 de la CGT, ouvrait la conférence de presse organisée lundi après-midi pour donner le point de vue de la confédération sur les actuels problèmes de la gauche.

La direction CGT s'est voulue rassurante : «Nous entendons contribuer à la clarté dans l'esprit des travailleurs, sans polémique, sans équivoque, en exposant tranquillement notre point de vue, sans

mettre d'étiquettes à personne ni accuser qui que ce soit», assurait Krasucki. De même, il précisait que, dans la période, la CGT n'envisageait pas d'actions ou «d'initiatives intempestives», pas plus qu'elle ne prendrait d'initiatives pour débloquer la situation, ceci étant «du ressort des partis». C'est ainsi que la fédération de l'énergie qui s'était crue autorisée à proclamer que les «deux partis de la gauche étaient responsables» s'est vue quasiment désavouée par la direction confédérale.

C'est sur le fond que toute la puérile insistance de Krasucki et de ses compères pour affirmer

leur «indépendance» apparaîtrait bien vaine : l'exposé présenté par Jean-Louis Moynot reprend ligne à ligne l'ensemble des positions du PCF sur la question des nationalisations. Il s'agit, selon la direction CGT de réaliser la nationalisation d'un nombre suffisamment important d'entreprises pour atteindre «un seuil qui permette ce qui est fondamental, c'est-à-dire la mise en place d'une autre politique, d'une démocratisation de l'économie»; la fameuse «gestion démocratique» du PCF pour être tout à fait clair. Questionné sur la lancée à propos des conseils d'ateliers revendiqués par la CFDT, Krasucki

expliquait «cette proposition est intéressante, elle peut faire l'objet de discussions entre nous», mais prenait bien soin de préciser qu'il n'était pas pour «les structures parallèles».

Il s'agit, pour la direction CGT d'avancer prudemment, de ne pas faire de faux pas qui risqueraient de gêner le PCF dans la difficile partie qui est engagée. En même temps, il lui faut peser de tout son poids pour soutenir le projet du parti de Marchais. C'est à ce jeu d'équilibre instable que s'est livré Krasucki lundi après-midi.

Gérard PRIVAT

SNCF : négociation mercredi 28 septembre entre les syndicats et la direction

Ce ne sont pas les cinq «administrateurs ouvriers», installés au conseil d'administration de l'entreprise nationalisée SNCF qui empêchent les licenciements et la limitation des salaires de misère, pour les cheminots.

Dans le secteur Sud-Est, principalement de Paris, Dijon, Lyon, Chambéry, Marseille et Montpellier le mouvement de grève lancé par la CGT, et la CFDT, auxquels se sont joints par endroit les autonomes, a été suivi à 70 %, selon les syndicats. Cette action avait été entreprise pour que la direction renonce à 500 mutations des dépôts de Grenoble, Annemasse, Avignon, Saint Étienne et Besançon qui allaient être fermés. La direction signale que ce personnel n'était pas licencié puisqu'affecté à d'autres dépôts, mais peu lui importe les difficultés que cela entraîne pour les cheminots. Le seul problème des administrateurs de la SNCF c'est la rentabilité, celle-ci passe par la mise en service de la ligne de la rive droite du Rhône, nouvellement électrifiée et réservée au trafic des marchandises. Usinor et la métallurgie devraient en être les principaux bénéficiaires.

Mercredi 28 septembre les syndicats négocient avec la direction sur la réduction et la limitation du travail de nuit, l'élargissement des temps de repas et la réduction du repas pris hors du domicile (concernant les roulants).

Ces revendications qui sont liées au problème des mutations et de la restructuration du réseau sont complétées par une négociation qui porte sur les salaires, les primes de mobilité et les problèmes d'avancement.

Usinor : Drancy

169 métallurgistes sont menacés de licenciement dans une filiale d'Usinor ; l'entreprise Bourdeau-Gueudot de Drancy (Seine-Saint-Denis).

Le premier wagon de licenciements compte 91 ouvriers. Mercredi 28 à 10h la CGT organise un meeting devant l'usine.

Licenciements...

A Brest, cinquante quatre licenciés par arrêt de la production charbonnière de la «Cobremaco». L'inspection du travail est saisie du dossier pour arbitrer le conflit qui oppose les syndicats CGT, CFDT à la direction.

A Ivry une entreprise de construction la SPABA compte porter de 94 à 149 le nombre des licenciements ; en outre à partir du mois d'octobre les horaires seront réduits sans compensation de salaire.

Chômage partiel à Usinor

Une erreur de dosage dans l'utilisation d'un herbicide américain destiné à désherber les champs de haricots, a provoqué le désherbage radical, haricots compris d'importantes superficies dans le Nord de la France. Une des retombées de cette calamité sera la mise en chômage partiel d'une partie des ouvriers d'Usinor au mois d'octobre. C'est du moins ainsi qu'Usinor justifie l'annonce de deux journées de chômage au mois d'octobre. En effet, du fait du déficit de la récolte de haricots, la demande de boîtes de conserve a notablement baissé, et en conséquence la demande de fer blanc également.

Galeries Lafayette (Ile St Denis)

Lutte contre la restructuration des stocks



Depuis 1973, les Galeries Lafayette réorganisent la gestion de leurs stocks. Après Belle-Epine et Montparnasse (de 73 à 74), ce fut le tour de Montpellier, en 1975, de voir ses stocks passer sur la gestion Paris et, en 1976, le tour de Lyon. Pour les employés des réserves, cela veut dire : réceptions et réassortiments qui augmentent (pour cinq magasins), conditions de travail qui se détériorent au fil des jours par des envois aux succursales de colis pour la plupart pesant entre 40 et 60 kilogs (80 % du personnel est féminin), insuffisance des effectifs causée par le surcroît de travail. Face à cette détérioration de la situation dans les entrepôts, les accidents du travail, notamment pour les personnels extérieurs, se multiplient. Les employés réagissent !

Le 13 septembre dernier, à l'appel de la CGT et de la CFDT, une action d'ensemble est produite sur les entrepôts de Paris et de la région parisienne (voir QdP du 15 septembre). Suite à ce premier avertissement, une délégation était reçue le 16 pour discuter sur les revendications : 160 francs incorporés au salaire de base, 200 francs supplémentaires sur la prime, un jour de repos supplémentaire. Devant le refus des patrons de négocier, une décision était prise «il faut durcir le mouvement partout où c'est possible». Le 23 septembre l'action s'est engagée. A 8 heures, un piquet de grève était mis en place, composé de

militants de chaque organisation syndicale. A 9 heures, plus de 80 % du personnel des réserves de l'entrepôt était à l'assemblée générale. Tous les secteurs-clés étaient là : caristes, réception, liftiers. A 10 heures, l'assemblée générale décidait d'envoyer une délégation au siège pour négocier sur les revendications. Un comité d'entreprise se tenait le jour même. Ce devait être l'occasion d'intervenir. A 10 heures 30, la navette entre Saint-Denis et le siège est pleine. Arrivée au siège à Haussmann, la délégation pénètre dans la salle où se tenait la réunion du comité d'entreprise. Pendant plus d'une heure, les employés blo-

quent les issues, exigeant du directeur présent à la réunion l'ouverture de négociations.

Un sous-fitre de la direction sortira, accompagné par la délégation dans les couloirs, jusqu'au bureau de M. Georges Mayer, PDG des Galeries Lafayette. Pendant une heure, les employés dénonceront les conditions qui leur sont faites dans les réserves, et les salaires de misère. Un cariste Diésel interviendra pour dénoncer les conditions de travail qui se détériorent du fait de la gestion des stocks communs. Un liftier parlera des salaires de misère pratiqués aux Galeries, en citant son cas : 21 ans de maison, 2 117 F de salaire.

M. Georges Mayer répondra que cela correspond aux catégories, et que c'est donc normal !

Face à cette intransigeance, la réponse sera unanime, de retour à Saint-Denis : on continue ! Décision était prise d'installer un nouveau piquet de grève ce mardi matin, et de distribuer un tract sur tous les entrepôts pour appeler à rejoindre l'action de Saint-Denis.

Ce matin, à Saint-Denis, le personnel sera à nouveau dans l'action !

NOUVELLES DE LA LOIRE

Calor : de l'embauche, toujours de l'embauche...

L'usine Calor de Saint-Etienne fait passer depuis près de deux ans des annonces quasi quotidiennes dans la presse locale La Tribune Le Progrès pour des «embauches» de rectifieurs. Mais, de l'avis d'ouvriers de Calor, cela ne va jamais plus loin que les tests. C'est à dire qu'il n'y a jamais de poste à pourvoir. Ces petites annonces ne sont qu'une forme de publicité de fait pour Calor ! Avec cynisme, sur le dos des chômeurs.

Wassner aviation occupé

La société aéronautique Wassner Aviation, dont la liquidation de biens a été prononcée le 16 septembre (6 ans après le dépôt de bilan) est occupée par les 83 travailleurs et travailleuses et leur syndicat CFDT.

3^e semaine de grève à Royer

Devant l'intransigeance de la direction, la grève de 11 des 13 chauffeurs de l'entreprise de transports Royer à Chambon sur Lignon, se poursuit et rentre dans sa troisième semaine.

La grève continue à Paulhaguet

Les Tuileries-briqueteries de Paulhaguet, occupées depuis de 21 mai par le personnel, pourraient réouvrir leurs portes... avec 70 travailleurs seulement. 56 travailleurs resteraient sans emploi. La lutte continue donc.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



INFORMATIONS GENERALES

Entretien de Bichat 26 % des femmes utilisent la pilule

Les médecins réunis aux entretiens de Bichat ont dressé le bilan des méthodes contraceptives actuellement utilisées en France. Il apparaît que 50 % des femmes n'utilisent aucune méthode contraceptive.

La méthode la plus sûre utilisée par 26 % des femmes françaises en âge de fertilité est la pilule. Cette méthode peut cependant présenter certains risques qui nécessitent un examen médical avant prescription. Il est nécessaire notamment que l'examen médical s'attache à dépister les états pré-cancéreux car les œstrogènes contraceptifs peuvent favoriser le développement de certaines tumeurs. Mais elles diminuent les risques pour certaines autres.

La pilule augmente également les risques cardiovasculaires dans certains cas.

Mais la mise au point de pilules de moins en moins dosées amène une diminution de ces risques, qu'un examen médical sérieux doit permettre d'éviter en détectant les contre-indications et en orientant vers le type de pilule le mieux adapté à chaque cas précis.

Mise au point d'un os artificiel

Des chercheurs hollandais ont mis au point une céramique qui a la propriété de se transformer en tissu osseux. Cet os artificiel est poreux, il peut être pénétré par les tissus osseux et les vaisseaux sanguins. Cette découverte qui permet d'éviter les phénomènes de rejet dans le traitement des fractures a été réalisée par des chercheurs de la société Philips qui va commercialiser le procédé.

L'os synthétique est formé de triphosphate de calcium, d'hydroxyde, d'eau et d'un additif qui constitue une pâte. Celle-ci est séchée puis cuite à 1 400 degrés.

Saint Etienne devra jouer contre Manchester

L'UEFA est finalement revenue sur sa décision d'exclure l'équipe de Manchester United de la coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Le match retour ne pourra pas se jouer à Manchester, mais dans une autre ville anglaise distante d'au moins 200 km de Manchester. Le stade de Wembley sera probablement retenu par les dirigeants de Manchester.

Merci Monsieur le Maire !

Une saisie à Montreynaud, nouveau quartier HLM de Saint Etienne : un couple de locataires de HLM de la ville de St-Etienne ne payait pas ses loyers depuis 17 mois. Ils n'avaient qu'un seul salaire à la maison, des crédits, et le refus de payer pour un logement où l'eau s'infiltre chaque fois qu'il pleut et que les HLM font traîner pour réparer. Une visite à la nouvelle mairie de gauche dirigée par le PCF élue sur les promesses de lutter contre les saisies et voilà le résultat : plus de saisies sur les meubles, mais une saisie sur les salaires.

Que la fête continue ! Depuis peu, sur la porte du HLM, une deuxième affiche pour une deuxième saisie. Merci monsieur le Maire !

Corres St Etienne

Kalkar : les policiers des deux Allemagnes collaborent

Les policiers est-allemand ont aidé leurs collègues de l'Allemagne de l'Ouest dans la chasse aux anti-nucléaires. Une vingtaine de Berlinoises de l'Ouest qui traversaient la RDA pour se rendre à Kalkar ont été arrêtés par des policiers est-allemands et refoulés sur Berlin.

GRANDE REFORME DE LA JUSTICE... DE CUJUS EST MORT

● *Après la justice gratuite, le Garde des Sceaux et académicien Alain Peyrefitte s'engage dans la voie de la clarification du langage judiciaire. Décidément, il n'est pas de réforme trop hardie pour le médecin généraliste de la société française qui a dressé le diagnostic du «Mal français». Ainsi, le journal officiel de samedi publiait plusieurs circulaires du Ministère de la Justice destinées à rendre le jargon de la justice plus intelligible pour le commun des justiciables.*

Pour «rendre accessible à tous la lecture des actes judiciaires», le ministre de la justice demande donc que soient bannies la plupart des expressions latines dont sont friands les juges, les expressions anglaises qui ont fait une percée dans le langage courant et les locutions archaïques qui déroutent tous ceux qui ne passent pas leur vie dans les prétoires.

Par exemple, le fameux «de cujus» sera remplacé par le mot «défunt», «lucrum cessans» par «manque à gagner». Seules échappent à la purge les expressions latines passées dans le langage courant : «alibi», «prorata», «quorum», «ad hoc»...

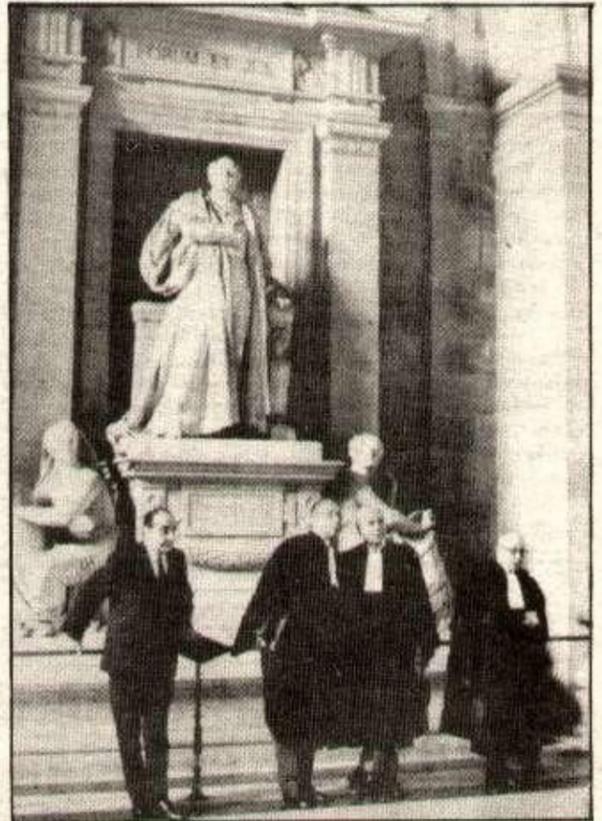
La commission chargée de la clarification recom-

mande que des termes français soient utilisés de préférence aux mots anglais : «cadreur» pour «cameraman», «classe» pour «standing», «aéroglesseur» pour «overcraft»...

Enfin «sieur X et dame Y» laisseront place à «Monsieur X et madame Y», «es qualité» devient «en qualité». A proscrire également les termes «ouir», «ledit», «le susnommé».

L'expression «débouté X de toutes ses demandes, fins et conclusions» se formulera à l'avenir «rejette les demandes de X».

De même que par la réforme pour diminuer les frais de justice, Peyrefitte espère, en rendant plus compréhensible le langage judiciaire, atténuer l'opposition à cette institution



répressive et regagner quelque peu la confiance des justiciables. Mais que la répression soit formulée en français plutôt qu'en

latin, elle n'a aucune chance d'être mieux reçue par les victimes.

Serge LIVET

Razzia commerciale sur les cèpes de la forêt varoise

● *En matière de champignons, il y a cueillette et cueillette. C'est l'expérience amère que fait ces jours-ci la commune du Muy et, avec elle, d'autres communes du Massif des Maures (Var). Pour protéger ses cèpes et ses bolets, la commune du Muy a décidé de prendre, par voie d'arrêté, des mesures draconiennes : «La cueillette des champignons sur les territoires du Muy (Var) est strictement interdite à tout étranger. Les ramasseurs venant d'autres départements devront, quant à eux, se munir d'une autorisation délivrée en mairie.»*

Les étrangers désormais invités à renoncer aux cèpes du Muy, ce sont les Italiens de la région d'Imperia (Ligurie) sur le golfe de Gênes. Alors, mesure xénophobe dirigée contre les ramasseurs du dimanche qui n'auraient que le «tort» d'être Italiens ? Non pas. Le secrétaire de mairie du Muy s'en explique : «Les forêts qui sont aux

alentours du Muy sont littéralement pillées, celles de Roquebrune, de Saint-Paul ou du Plan de la Tour. C'est une véritable invasion. En parcourant les environs entre vendredi et dimanche matin, j'ai relevé 132 véhicules en plein bois, dans des endroits où on jugerait normalement impossible de se hasarder avec une voiture. Après cela, quand un habitant du Muy ou de Roquebrune veut aller cueillir des champignons, il ne trouve plus rien.»

La plupart des véhicules sont immatriculés à Imperia ou dans les Alpes-Maritimes. Selon le secrétaire du Muy, il y aurait un courtier des environs de Nice qui centraliserait chez lui ces champignons pour leur faire repasser le lendemain la frontière avec une étiquette «sanitaire». La cueillette, à ce stade, relève de l'opération purement commerciale. D'ailleurs, pour plus d'efficacité, les «ramasseurs professionnels» arrivent souvent en camionnette et même avec des camions frigorifiques ! Pour ceux qui viennent d'Imperia, il faut

compter 35 francs de péage par l'autoroute «la Provençale» et un trajet en moyenne de 300 kilomètres : des frais largement compensés par la quantité de cèpes «ratissés» et le prix de leur vente : entre 40 000 et 50 000 francs (de 200 à 250 francs le kg).

C'est donc contre ce pillage à des fins commerciales que la municipalité du Muy a décidé de lutter.

Pour éviter aussi des «accrochages» entre ramasseurs et habitants de la région qui, non seulement ne trouvent plus de cèpes, mais ne peuvent plus chasser dans ces bois si fréquentés !

L'arrêté pris aura-t-il l'effet de dissuasion recherché ? Il est difficile de le dire, d'autant que pour le moment, il n'a pas encore été approuvé par la sous-préfecture de Draguignan.

Rennes : le conseil de l'ordre contre un médecin

Un médecin de Rennes, Dominique Chevet est convoqué mercredi à 18 heures devant le conseil national de l'Ordre des médecins pour non paiement de sa cotisation. Le Conseil d'Etat vient d'approuver le montant de la cotisation demandée par l'Ordre des médecins. Plusieurs associations de médecins appellent les médecins à se rendre avec le docteur Chevet au siège du Conseil de l'Ordre pour protester contre la répression des médecins qui refusent de payer leur cotisation à cette institution réactionnaire.

DESCENTE POLICIÈRE DANS UN FOYER D'IMMIGRÉS.

● Dans le foyer du 126 de la rue Saint Denis (Paris 2^e), 18 travailleurs immigrés s'entassaient dans les pires conditions de confort et d'hygiène. Ils sont de six à douze par chambre. Dans la cour, des échafaudages : on construit un escalier de secours, en cas d'incendie.

Lundi matin à 8 h 30, une vingtaine de policiers pénètrent dans le foyer. Ils bloquent le directeur du foyer dans son bureau et lui interdisent de téléphoner. Ils le menacent lorsqu'il leur demande s'ils ont un mandat de perquisition. Toutes les chambres sont perquisitionnées, et les travailleurs bloqués dans le foyer, même ceux qui doivent aller travailler. Dix résidents sont finale-

ment embarqués, quatre sont relâchés dans l'après-midi, les six autres subissent un interrogatoire à la préfecture de police. Le prétexte à cette descente de police est une affaire de faux papiers. Les interrogatoires ont été menés sur commission rogatoire d'un juge d'instruction.

Le MRAP, suite à ces interpellations proteste : « On ne se contente plus de rafles dans le métro,

mais on viole les droits humains les plus élémentaires par une scandaleuse perquisition. Il faut que cesse immédiatement cette escalade de répressions racistes ».

Il est certain que de nombreux travailleurs immigrés ont de faux papiers, mais toute la responsabilité de cette situation est à rejeter sur le ministère de l'intérieur. Bien souvent, les immigrés qui veulent travailler en France n'ont pas d'autres moyens pour trouver du travail que de se procurer de faux papiers. La préfecture refuse en effet de fournir des papiers, mais oriente

plus ou moins directement vers des réseaux de trafiquants de papiers, une carte d'identité revêtue des tampons de la préfecture vaut de 2 000 à 2 500 F.

Le fait d'avoir des faux papiers est évidemment un moyen de pression et d'intimidation permanent sur les immigrés et elle permet à la police d'exercer sa répression.

Les travailleurs immigrés pris avec des faux papiers sont toujours lourdement condamnés lorsqu'ils passent en justice : peines de prison ferme, amende et expulsion, il est très rare par contre qu'un trafiquant soit condamné.

Circuit sauvage de Rungis

Encore des promesses en l'air



Cela fait trois ans que dure le scandale du circuit sauvage de Rungis : chaque semaine des centaines de motards vont tourner sur leurs machines sur les pistes du MIN (marché d'intérêt national). Ce circuit improvisé a déjà fait au moins dix-huit morts, la dernière victime Carole Lefol avait dix-huit ans. Les pistes de Rungis qui ne sont nullement prévues pour servir de circuit sont parsemées de pièges pour les motards. Le dernier accident mortel est conçu au dérapage d'une moto sur une plaque de fonte. Lorsque les motos dérapent, leur passager a tous les risques de se fracasser contre des poteaux de signalisation, un piquet rail ou de blesser les spectateurs. Le passage de ca-

mions sur cette aire ajoute encore au danger.

Le gouvernement avait promis l'aménagement d'un véritable circuit, mais rien n'a été fait. Après le dernier accident mortel et les manifestations répétées des motards à travers Paris, le gouvernement fait de nouvelles promesses : déblocage de cinq millions de francs et projet de terrain d'entraînement confié à Jean-Pierre Beltoise.

Mais les motards ne sont pas prêts d'avoir leur circuit, le terrain n'en est même pas choisi. Il faudra bien attendre encore quelques années avant qu'il soit terminé, si toutefois le projet est mené à bien. Plusieurs jeunes paieront de leur vie ce nouveau délai dans la solution du problème de Rungis.

Les menaces de Bonnet contre maître Klaus Croissant

Chaque jour, se confirme un peu plus le haut degré des relations entre Paris et Bonn, en ce qui concerne la coopération policière. Après les assurances données par Giscard d'Estaing au chancelier Schmidt de l'aider dans son action « anti-terroriste », après la visite officielle de Poniatowski aux autorités allemandes pour discuter très en détails des plans policiers respectifs visant toute contestation des régimes en place dans les deux pays, une nouvelle preuve vient d'être administrée du servilisme du gouvernement français à l'égard des initiatives prises outre-Rhin. Ainsi, le ministre français de l'intérieur, Christian Bonnet, vient de déclarer dans une interview publiée lundi par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, que l'avocat Klaus Croissant, réfugié en France et qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt des autorités de RFA, « serait immédiatement appréhendé si sa cachette présente était connue, et une partie importante de notre police le recherche ». Le ministre, qui se déclare convaincu du bien-fondé des accusations des autorités allemandes contre l'avocat, au sujet de ses relations avec la « fraction armée rouge », estime que la coopération policière franco-allemande est « quasi-parfaite ».

Les déclarations de Bonnet constituent une grave menace pour les droits des réfugiés politiques en France, en particulier de ceux qui essaient d'échapper aux poursuites de l'« Etat fort » allemand.

Argenteuil : les locataires des HLM poursuivent la grève des charges

En octobre 1975, les locataires des 600 logements de la ZUP-Célestins d'Argenteuil, appartenant à l'Office d'HLM de la Région Parisienne déclenchaient une grève du paiement des charges. Surpris par le coût élevé des charges de chauffage, ils découvraient en examinant les comptes des irrégularités dans la facturation de la COGETH, la société de chauffe, alors même que le chauffage était de moins en moins bien assuré. L'amicale des locataires estime le trop-perçu des charges à 1 600 000 F. L'affaire a été portée devant le tribunal de Versailles qui a déclaré recevable la plainte des locataires. Mais pour l'instant ceux-ci n'ont rien récupéré de ce qu'ils ont versé en trop. Considérés comme mauvais payeurs depuis qu'ils ont déclenché la grève des charges, les locataires sont assaillis de menaces d'expulsion et de saisies. La COGETH, dont les pratiques frauduleuses ont été mises en évidence n'a pas d'ennuis.

Les locataires ont donc décidé de reconduire la grève du paiement des charges qu'ils versent sur un compte bloqué.

Vive bataille aérienne sur Londres - New-York

Lundi, pour la première fois une compagnie aérienne a réalisé un vol de DC 10 sur la ligne Londres - New-York pour le prix de 1 180 F l'aller-retour, 200 places des 345 du DC 10 étaient occupées. La compagnie Laker est à l'origine de cette attaque contre les grosses compagnies qui jusqu'ici s'étaient entendues pour maintenir le prix des places au-dessus d'un certain niveau. Cette initiative inquiète les grandes compagnies qui, si elle réussit, seront contraintes de baisser leurs prix, elles ont d'ailleurs déjà commencé à le faire.

France - Iran : contrat nucléaire en question

Le contrat de vente de deux centrales nucléaires par Framatom à l'Iran qui devait être signé le 18 septembre n'est toujours pas paraphé. Le gouvernement iranien a demandé un nouveau délai de réflexion. Ce contrat de 15 milliards de francs intéresse Creusot-Loire, principal actionnaire de Framatom et constructeur des chaudières des centrales. Une vive concurrence oppose sur le marché du nucléaire l'Allemagne, la France et les USA.

Petit-Ivry : école occupée

L'école primaire du 62 avenue Maurice Thorez au Petit-Ivry, est occupée depuis lundi par les parents d'élèves qui réclament l'ouverture de deux classes supplémentaires qui ont été supprimées à la rentrée par l'inspection académique. L'occupation devrait se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine, quand se réunira la commission qui doit prendre une décision sur la réouverture des classes.

INTERNATIONAL

L'assemblée du FMI à Washington

DES DIFFICULTÉS GUÈRE SURMONTABLES

Lundi, s'est ouverte à Washington l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la banque mondiale. Le ton optimiste du discours d'ouverture de Mac Namara sur l'état des relations financières internationales, devant une pléiade de ministres des finances, de gouverneurs de banques, d'experts de la finance de 131 pays, n'a pu atténuer le sentiment de difficultés difficilement surmontables pour le système en vigueur dans le échanges internationaux.

Au cœur des problèmes, la dette accumulée par les pays du Tiers-Monde, dont

certaines sont virtuellement en état de faillite et ne peuvent payer leurs dettes qu'en contractant de nouveaux emprunts. Ces pays, dont l'endettement pourrait atteindre deux cent cinquante milliards de dollars dans les prochains mois, exigent des bailleurs de fonds que sont les États-Unis et les autres capitalistes occidentaux, un assouplissement des conditions qui ne sont actuellement que creuser les écarts entre pays industrialisés et pays pauvres.

Mais les pays capitalistes développés paraissent peu enclins à consentir des facilités financières au

Tiers-Monde, et ils sont fortement préoccupés par la dégradation de leur propre situation économique, marquée par le chômage et l'inflation, une situation qui les encourage aux mesures protectionnistes plus qu'elles ne les incite au développement des échanges. Toutefois, les grands bailleurs de fonds tels que la RFA acceptent une revalorisation consistante des ressources du FMI, le chancelier Schmidt faisant observer que « 70 % de l'aide allemande revient sous forme de commandes ».

Autre trait saillant du contexte dans lequel se

déroule la réunion du FMI : le poids pris par les pays producteurs de pétrole. L'Arabie Saoudite revendique un siège au conseil d'administration du FMI ; même si elle ne l'obtient pas, elle et les autres gros détenteurs de pétro-dollars ne manqueront pas de peser d'un poids déterminant dans les décisions monétaires internationales.

Du coup, les États-Unis qui jusqu'à présent, avec 20 % des voix, détenaient une position privilégiée au sein du FMI, risquent de perdre leur prééminance incontestée au sein de cette instance internationale.

POLITIQUE

Nouveaux candidats écologistes

Le mouvement SOS environnement vient de faire savoir qu'il présenterait des candidats propres en 78. Parmi ceux-ci figurent un certain nombre d'adhérents du mouvement des démocrates de Jobert. Rappelons que SOS environnement ne participait pas à la réunion d'Ecologie 78 qui s'est tenue il y a deux semaines près de Fécamp.

Barre veut exporter des conserves

Comment freiner le déficit du commerce extérieur ? C'est la question angoissante qui se pose à Barre. Sa dernière trouvaille, qui sera annoncée le 7 octobre, découle directement des propositions faites par Ségard il y a trois ans : il faut que la France exporte beaucoup plus ses produits agricoles. Une manière en somme de constater la faiblesse industrielle de la France. La tactique employée sera toujours la même : des prêts de l'État aux organismes spécialisés dans l'exportation de produits agricoles, a certaines conserveries, des allègements financiers aux sociétés qui exportent les alcools et autres vins de luxe.

Économie et libertés

Un millier de lecteurs de *J'informe*, des *Échos* et d'*Investir* se sont réunis hier au palais de la porte Maillot pour entendre des interventions prononcées par l'intelligentsia de droite ; Colli, Chaunu, Delouvrier, Kriegel, J.F. Revel et Suffert étaient au menu.

Cette convention «d'économie et libertés» se fixe pour tâche de «semmer les idées, de sortir des sentiers battus de la politique traditionnelle». Cette fraction de la bourgeoisie qui se veut intelligente, cherche «à semer des idées», à convaincre les classes moyennes qu'elle peut être le meilleur rempart contre le capitalisme d'État.

LA LCR ET L'ÉCHEC DU SOMMET DE LA GAUCHE

La LCR vient de prendre position, après la suspension des négociations entre partis de gauche.

Au moment où il n'est jamais apparu aussi ouvertement, publiquement que les contradictions au sein de l'union de la gauche reposent sur l'opposition de projets capitalistes contradictoires, la LCR ne veut rien voir de tout cela et nous explique : «Alors tout simplement, pour regagner le terrain perdu, le PC est obligé de faire feu de tout bois pour apparaître différent de son partenaire, pour donner l'impression aux travailleurs qu'il est plus à gauche que le PS !»

La bataille ouverte entre le PCF et le PS ne serait donc qu'une suite de comédies «pour savoir lequel... aura la plus grosse part du gâteau».

Et la LCR de se lamenter «Ce n'est pas comme cela que l'on fera avancer l'unité». L'unité de qui et pour quoi faire ? La réponse est vite donnée : il faut l'unité de la gauche sinon «on va encore perdre les élections».

Pour la LCR en effet, l'unité de la gauche, et sa victoire électorale, voilà ce qui serait le grand espoir et l'intérêt des travailleurs qui, devant les divisions de

la gauche, selon la LCR, «baissent les bras en soupirant».

On croirait entendre Marchais et sa prestation télévisée : «Je suis inquiet».

C'est que la LCR appelle de tous ses vœux et de toutes ses forces (mais dit-elle, «nous sommes encore très minoritaires») la victoire électorale de l'union de la gauche, et un gouvernement PS-PCF. Elle ne réserve ses foudres qu'aux radicaux de gauche «cette poignée de notables qui seront les premiers une fois au gouvernement, à exiger des sacrifices pour la classe ouvrière». Tandis que Mitterrand et Marchais, bien sûr, ne se le permettraient pas !

Plus que jamais, les positions trotskistes paraissent une tentative acrobatique de masquer à tout prix la réalité de l'union de la gauche, la nature bourgeoise du PCF, et le développement de ses contradictions avec les masses.

Alors qu'en ce moment une frange de travailleurs, plus large que jamais s'interroge sur la nature même du projet du PCF, le met en doute et pressent son projet capitaliste d'État, les chefs de la LCR voudraient, en vain, colmater cette brèche.

Indice d'août

LE PLUS TRUQUÉ DE TOUS

L'indice des prix du mois d'août sera très probablement de 0,5 %. A n'en pas douter, la faiblesse de cet indice sera, une fois de plus, mise en avant par Barre pour annoncer un redressement prochain. Il

faut pourtant remettre les choses à leur place. D'abord la hausse des prix, et selon l'indice officiel, depuis le mois de janvier atteint 6,3 %.

Rappelons que l'objectif de Barre était de maintenir

la hausse des prix en 77 à 6,5 %. Alors, à moins que de septembre à décembre les prix n'augmentent que de 0,2 %, l'échec de Barre sera précis, net, chiffré.

Qui plus est, il convient

de voir comment est fait ce fameux indice d'août, traditionnellement un des plus bas de l'année. Une grande partie des Français partent en vacances, et les prix dans les stations balnéaires subissent des hausses qui vont jusqu'à 20 %. Mais l'INSEE ne va pas dans les endroits où vont les Français ; motif : pas assez de fonctionnaires.

Par contre, les relevés continuent dans les villes, là où il y a moins de monde, là aussi où pas mal de commerçants sont fermés. Qu'à cela ne tienne : en cas de fermeture d'un magasin, on prend simplement les prix pratiqués par ce magasin le mois précédent.

Pas étonnant donc que l'indice d'août soit, au milieu d'indices truqués, un des plus falsifiés. La véritable augmentation des prix, en août ou pas, les travailleurs la ressentent tous les jours.



PETITE ACTIVITÉ GOUVERNEMENTALE !

Comme on pouvait s'y attendre, le remaniement ministériel opéré à la suite des sénatoriales n'a causé aucune surprise. Il est même presque passé inaperçu, éclipsé par les rivalités de la gauche : trois portefeuilles se trouvaient libérés par le départ de Fourcade, ministre de l'équipement, Poncelet, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, et Taittinger, secrétaire d'État aux affaires étrangères. Giscard et Bar-

re n'ont pas perdu de temps pour leur trouver des remplaçants : deux giscardiens, un RPR et un CDS viendront boucher les trous laissés par les nouveaux sénateurs. Il s'agit de F. Icart, giscardien de longue date, à la place de Fourcade, d'A. Bord, RPR, à celle de Poncelet, et J.J. Beucler remplaçant Bord au ministère des anciens combattants. Enfin, c'est un autre giscardien, J.F. Deniau, qui prend le poste de Taittinger. Mini remaniement technique qui ne

voulait surtout pas donner l'image d'un gouvernement désuni. Problème vite réglé avant le départ de Barre en URSS.

D'autre part, ce voyage du premier ministre a obligé de décaler le conseil des ministres qui a eu lieu exceptionnellement mardi matin. Celui-ci devait faire une large place à la justice, en revenant notamment sur le fameux «rapport sur la violence». Mais un point de l'ordre du jour prend dans la période, un certain poids : il s'agit d'un «premier bilan» de restructuration de la sidérurgie, qui fait, par ailleurs, l'objet d'affrontements à gauche.

Mardi matin, le gouvernement devait examiner si le plan de licenciements massifs suivait le chemin tracé, et confirmer que les patrons de la sidérurgie n'auront plus à attendre trop longtemps leurs «petits cadeaux», les fonds étant, paraît-il, débloqués. Enfin, à l'issue du conseil, Giscard devait conserver ce dossier pour en discuter avec les parlementaires de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle au cours du déjeuner. Il faudra bien aussi rassurer ces parlementaires en mal de réélection, et faire pour cela quelques promesses démagogiques en direction de la population sidérurgiste.

Un doute dans le RPR

Mardi matin s'ouvraient à Menton les journées parlementaires du RPR, qui doivent se terminer jeudi soir par un discours public de Chirac. Il est vraisemblable que l'on n'y parlera pas seulement de la session d'automne, mais beaucoup de mars 78 !

D'ailleurs, en plus des députés actuels du RPR, assistent à ces travaux les nouveaux candidats. On doit leur présenter la plate-forme électorale du RPR qui se compose de sept thèmes : politique sociale, politique étrangère-défense, politique économique, fiscalité, politique

culturelle, cadre de vie, jeunesse.

Mais il est probable que le centre des débats porte sur la stratégie que Chirac prône depuis des mois en affirmant, en mars dernier : «Ceux qui spéculent sur une rupture entre socialistes et communistes se trompent de génération». Les députés RPR ne semblent plus aujourd'hui tous aussi convaincus de cette affirmation. Il paraît même que le livre qui devait donner la plate-forme a pris un retard dans sa parution : il contenait un chapitre sur l'union de la gauche !

Monsieur désarmement

Ce serait P.C. Taittinger, ancien secrétaire d'État, fraîchement élu au Sénat. Il a déclaré avant d'être désigné : «Je crois que le président de la République a l'intention de proposer aux Français une politique de désarmement. Depuis quelques années, nous sommes absents de la politique de désarmement. Or, nous nous rendons compte que l'augmentation du nombre des armes dans le monde fait peser de graves dangers et de graves menaces pour la paix et la sécurité. On parle pour 77 d'un chiffre de 300 milliards de dollars consacrés à l'armement pour tous les pays. Il faut que la France ne reste pas absente de ce mouvement de recherche qu'est la politique de désarmement».

On se dirige donc semble-t-il vers une révision de la politique de l'impérialisme français face aux conférences sur le désarmement dont il a depuis de Gaulle toujours été absent.

La querelle sur les filiales

72 - 77 : QUI A CHANGÉ ?

● Parmi les propos aigres doux que s'échangent les responsables du PS et du PC, revient sans cesse l'accusation : «*Notre partenaire a changé de position. et n'est plus fidèle au programme commun de 72*». On entend ainsi Marchais lancer à la tête de ses partenaires socialistes toutes leurs déclarations antérieures favorables par moment à la nationalisation de certaines filiales. On entend le PS rétorquer que le programme commun de 72 ne mentionne pas la nationalisation des filiales, alors que le projet de rédaction initial du PCF comportait cette mention... Bref, qui a changé, interrogent les uns et les autres.

Posée ainsi, la question n'a en fait qu'un intérêt assez limité. La vraie question, c'est pourquoi une question qui n'avait pas posé de problème en 72, fait irruption de manière assez éclatante dans la querelle en 1977.

Revenons 5 ans en arrière. Pour le PCF, la signature du programme commun est un pas en avant non négligeable dans sa stratégie. Voilà 10 ans qu'il propose pour seule perspective la conclusion d'un programme de gouvernement avec les autres partis de gauche ; le PS s'y est toujours refusé et brusquement accepte de s'engager dans cette voie au début des années 70. Evidemment, la négociation ne va pas au fond des

choses, l'essentiel pour le PC est de pouvoir se revendiquer d'un accord effectif avec le PS sur un programme de gouvernement. Depuis 5 ans ainsi le PCF pilonne dans toute sa propagande : «*La solution des problèmes des travailleurs est contenue dans le programme commun, qui est un bon programme*».

Du côté du PS, la signature du programme commun joue évidemment un rôle différent. Le déclin constant de l'influence électorale de la vieille SFIO avait amené les responsables de ce parti à lui faire faire peau neuve en essayant de lui retisser une nouvelle virginité. «*Parti des travailleurs*», «*parti de gauche*», cette étiquette a été obtenue grâce à la signature du programme commun avec le PCF. Grâce à l'accord électoral qui en découlait, le PS a pu ainsi refaire son influence électorale, et même devenir le premier parti bourgeois de France. Le contenu même du programme commun importait moins que l'existence même de cet accord. Aussi la question des propositions économiques du programme commun jouait un rôle secondaire dans les préoccupations de l'époque du PS. Au point que ces questions étaient surtout accaparées dans le parti socialiste par le CERES et son leader, Chevènement, à l'époque dans la majorité du PS, mais dont on sait aujourd'hui qu'il défend à l'inté-

rieur du PS des positions très proches de celles du PCF.

Cela ne veut évidemment pas dire que le PS avait adopté les positions du PCF sur les nationalisations lors du programme commun de 72. On sait qu'il a par exemple limité d'entrée à 9 le nombre des groupes concernés alors que le PCF en demandait 25 ! Mais la rédaction et la formulation des propositions sur les nationalisations, n'a pas tenu autant de place dans les préoccupations du PS, que leur volonté de limiter les engagements plus ouvertement politiques que le PCF voulait lui faire souscrire sur le contrat de législation par exemple.

En 1977, le problème se pose en termes différents. Le programme commun de 72, sanction d'un certain rapport de force, est dépassé puisque le PS a nettement dépassé, sur le plan électoral, le PCF. D'autant plus que maintenant PS et PC ne doivent pas simplement s'entendre sur un pacte électoral, ils doivent s'entendre pour gouverner effectivement ensemble. Alors, les désaccords latents depuis 72 ne peuvent qu'éclater. Pour le PS, les choses sont simples, il ne veut à aucun prix se lier les mains, il veut limiter au maximum la marge de manœuvre du PCF dans les entreprises nationalisées, dans le gouvernement, dans les ministères ;

il entend mettre en œuvre, arrivé au gouvernement, la politique traditionnelle des sociaux-démocrates : gérer la crise en s'appuyant sur le «*consensus social*».

Pour le PCF, l'objectif est évidemment contraire. Sachant que son «*allié*» est prêt à le débarquer du gouvernement le moment venu, il cherche à obtenir le plus de garanties, pour pouvoir «*rentabiliser*» au maximum son passage au gouvernement. La liste précise des nationalisations et son extension, le mode de désignation des PDG de ces entreprises, la place dans les ministères, autant de préoccupations décisives pour le PCF, conditions pour qu'il installe ses hommes, qu'il puisse faire progresser son projet de capitalisme d'État. D'où les blocages qu'il fait intervenir dans les négociations actuelles.

C'est pourquoi en fin de compte, la question «*qui a changé ?*» n'a pas beaucoup de sens. De manière différente pour le PS et le PC, 72 et 77 représentaient deux étapes distinctes dans l'accomplissement de leurs projets respectifs. Déjà ouvertement contradictoires en 72, ces deux projets nécessitaient pour leur réalisation que l'accord de 72 se fasse sans trop de heurts, et sans trop d'approfondissement. Toujours contradictoires en 77, à la veille de leur possible mise en œuvre, ils ne peuvent que se heurter durement.

Defferre sans le PCF

Defferre a souligné à nouveau à Europe 1 mardi matin que le PS envisageait d'aller seul aux élections si l'accord ne se concluait pas.

«*Eh bien si les communistes ne veulent plus d'union de la gauche tout en le disant, si les communistes ne veulent pas signer le programme commun, nous ne pourrions pas les y forcer*».

«*S'ils nous laissent seuls, nous serons bien obligés de nous présenter aux élections autrement qu'avec le Programme commun. Si nous gagnons ces élections, eh bien nous aviserons ce qu'il y aura lieu de faire, en aucun cas en tous cas, nous n'accepterons de gouverner avec la droite, avec les gens de la majorité actuelle qu'ils soient de droite ou du centre, ou qui se disent du centre. Si les communistes continuent et refusent de signer le programme commun, si le parti socialiste néanmoins obtient un score très brillant, si François Mitterrand est chargé de gouverner le gouvernement que se passera-t-il ? Eh bien dans ce cas, nous proposerons aux communistes un programme de majorité pour gouverner avec eux. Nous verrons à ce moment là s'ils acceptent ou s'ils refusent*».

Les préoccupations du PS

Jack Lang, conseiller PS de Paris, déclare dans une interview au *Quotidien de Paris*, à propos des conditions de travail dans le Conseil de Paris depuis que Chirac a été élu maire : à propos des séances du Conseil municipal.

«*Les conditions matérielles elles-mêmes ne sont pas propices à un travail sérieux. La structure, la configuration de la salle des séances n'est pas favorable aux échanges de points de vue. Les conseillers, face au maire, donne le spectacle de 109 élèves face au maître*» (...)

Une demi-page de ce type, pas une seule fois la moindre préoccupation qui traverse les masses parisiennes n'est même évoquée. Visiblement, ce qui intéresse les socialistes, c'est plus de pouvoirs pour eux.

Derniers sénateurs

Le Sénat va connaître ses effectifs définitifs. Les résultats des élections dans les DOM-TOM viennent d'être connus. La gauche enlève les deux sièges de la Guadeloupe, et celui de St-Pierre et Miquelon. Par contre la Martinique reste aux mains du RPR, qui enlève aussi le nouveau siège créé à Mayotte.

Le PCF à «cœur ouvert» ? ou à double face !

● Les états-majors de la gauche, après la suspension de la renégociation du programme commun, se sont tournés vers leurs troupes respectives. C'est surtout le cas du PCF qui, depuis le début de ce week-end, a lancé une campagne dont l'ampleur égale les plus importantes : «*campagne d'explications, dit-il, nécessaire à notre combat pour l'union*», celle du «*aidez-nous*» lancé par l'*Humanité* de lundi. Diffuseurs de tracts et de numéros spéciaux de l'*Humanité*, réunions publiques, etc, toute l'armée du PCF est sur le pied de guerre ! C'est l'occasion pour lui de relancer une opération du style «*le PCF à cœur ouvert*», rendant publique ses réunions, au moins celles concernant les événements actuels. C'est là une occasion de voir la double face de ce parti où, semble-t-il, les contradictions vont bon train. Nous avons assisté à l'une de ces réunions «*semi-publiques*» dans une banlieue parisienne très populaire où ce parti est implanté de longue date.

Dans la salle où l'on a mis en évidence la liste des dernières adhésions, la réunion débute par une interminable présentation du (jeune) cadre dynamique, «*descendu*» pour l'occasion dans la section. Son rapport reprend les arguments cent fois entendus depuis des semaines. La quinzaine de personnes présentes écoutent distraitement en griffonnant des dessins ; on sent que l'on attend la fin avec impatience : dès le der-

nier mot prononcé, les questions tombent. Si la parole est vite monopolisée par trois personnes essentiellement, et cela pour toute la réunion, les problèmes abordés concernent, pour une fois au moins, l'ensemble des militants, manifestement inquiets et peu convaincus des explications. La question centrale concerne le parti socialiste, et notamment sa nature. La présence d'éléments extérieurs au PCF, rend au dé-

but prudentes les formulations des questions. Mais si peu que l'on dénonce le PS, en affirmant être au bord de l'adhésion, on détend l'atmosphère, et vite le ton se fait plus percutant : «*On sait que c'est un parti réformiste, qu'il n'a pas changé ; on ne peut plus faire de concessions...*» Les militants reviennent souvent sur les déclarations de Defferre, et sur la fameuse «*stratégie de rechange*», s'inquiétant de savoir ce que deviennent les réformes sociales dans les actuels marchandages. Le cadre entreprend alors l'exercice périlleux consistant à démontrer que le PCF «*ne fera plus de concessions*» mais qu'il faut bien comprendre qu'*il faut arriver à un accord*, car en fait, on n'a pas, «*nous*», de stratégie de rechange ! Un exemple parlant sur lequel «*on ne cédera pas*» : la désignation des directeurs des futures entreprises nationales ! Il insistera longuement là dessus, arguant du fait que la position du PCF sur ce point donne la possibilité aux ouvriers d'accéder à ce poste ;

on ne sait jamais : «*d'ensemble des travailleurs pourrait vouloir désigner un ouvrier*» !

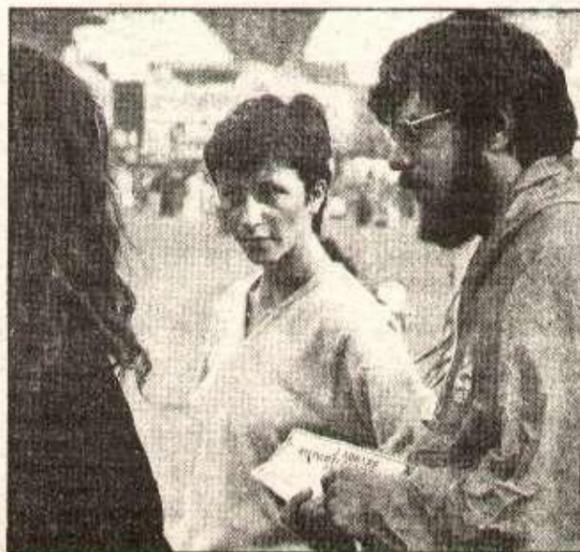
Par contre, il reste évasif sur les réformes sociales, dont on ne parlera que très peu. Il s'emploie alors en romançant, à convaincre les militants que c'est en se mobilisant en direction des travailleurs que l'on fera céder le PS :

«*C'est comme ça que Mitterrand a cédé sur l'impôt sur les gros revenus. On m'a raconté que notre délégation lui a dit : «si vous n'acceptez pas nos propositions, demain matin, tous nos militants seront dans la rue en expliquant aux travailleurs que vous ne voulez pas imposer les gros revenus ! Alors ils ont cédé*».

Il en va de ses confiden-

ces, laissant sous-entendre qu'il les a eues d'un dirigeant duquel il est bien vu : «*on fait des tas d'adhésions à la CFDT en ce moment ; à Peugeot, pratiquement toute la section soutient nos positions... C'est important pour après les élections, pour faire pression sur le parti socialiste*». Des termes significatifs reviennent souvent dans sa bouche : «*faire descendre les travailleurs dans la rue*» mais pour quoi faire ? Pour les revendications, pour les aspirations essentielles des travailleurs ? Non pour «*s'emparer des leviers de commande*»,...

Ce flot d'arguments ne parviendra cependant pas à endiguer les hésitations et les interrogations des militants. Mais jamais ne sera vraiment abordé le problème de fond, concernant la nature capitaliste d'État du projet du PCF. C'est en posant nettement cette question aux militants de base du PCF que ces hésitations et ces questions pourront effectivement déboucher sur une prise de conscience claire du projet du PCF.



INTERNATIONAL

Tchécoslovaquie

LE PROCES DE DEUX OPPOSANTS

Dans les extraits de la Charte 77, que nous avons publiés la semaine dernière, une critique systématique était faite contre le système tchécoslovaque, contre la restriction des libertés, et la transformation d'organisations telles que les syndicats, censées défendre les revendications les plus élémentaires des travailleurs, en un simple appendice du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie tchécoslovaque. La Charte 77, publiée en janvier de cette année et signée publiquement par sept cent cinquante personnes, est devenue un symbole de la résistance au régime de Prague. Et la Charte circule grâce à des réseaux de diffuseurs que la répression ne parvient pas à paralyser.

Parmi les diffuseurs arrêtés, deux passent en procès depuis lundi, à Usti-Nad-Labem. Il s'agit de l'agronome Ales Machacek, âgé de 30 ans, et de l'ingénieur physicien, Vladimir Lastunka, âgé de 35 ans. Ils sont tous deux accusés de «subversion» et risquent cinq années de prison. Contre les signataires ou les diffuseurs de

la Charte, les arrestations, les internements, les «réglements de compte» ou les mesures d'intimidation, se multiplient. L'une des dernières mesures prises par les autorités tchécoslovaques contre les signataires de la Charte, a été de limiter leurs possibilités de circulation, en leur retirant leur permis de sortie qui permet habituellement aux citoyens tchécoslovaques de se rendre sans difficultés dans les autres pays est-européens.

En même temps que s'ouvre le procès des deux diffuseurs, le gouvernement de Prague semble soucieux de se justifier aux yeux de l'opinion publique, de l'opinion intérieure en Tchécoslovaquie d'abord, et de l'opinion internationale. Ainsi, une campagne de propagande orchestrée à partir de l'ambassade de Tchécoslovaquie en Autriche «régule» la question des opposants en assimilant les signataires de la Charte à des «agents de l'étranger» et des «aventuriers». Autant de qualificatifs qui ne peuvent guère amoindrir la portée du réquisitoire contenu dans la Charte.

Char us en France, Brzezinski à l'Elysée

Pour la première fois depuis que les bases US ont été fermées en France, des blindés US se trouvent en France : il s'agit des unités blindées stationnées en Allemagne qui se rendent en manœuvre en Italie. Simple voie de transit dira-t-on du côté du quai d'Orsay. Il est significatif que celle-ci soit ouverte : les États-Unis rencontrent de moins en moins d'obstacles à leur domination sur l'Europe, du fait de la non-participation française à l'OTAN. Les multiples «facilités» qui leur sont accordées, les multiples livraisons établies suppléent un retour complet à l'OTAN.

C'est peut-être de cela que Brzezinski, le conseiller de Carter, est venu discuter lors du «tour d'horizon» qu'il a eu à l'Elysée avec Giscard lundi. L'un des points de ce tour devait être le voyage de Barre à Moscou, et les termes de la proposition française de désarmement qui doit être présentée à Brejnev à cette occasion.

Afrique du Sud : après la mort de Steve Biko, deux flics abattus

Après les obsèques de Steve Biko, assassiné par la police auxquelles assistaient des diplomates occidentaux, des marches de protestation ont été entreprises. A Elisabeth-ville, les bureaux d'administration bantoue, l'institution raciste destinée aux Africains ont été brûlés. La police a ouvert le feu lorsque les manifestants se sont attaqués aux locaux d'une usine. A East London, deux policiers ont été tués à coups de pierres pendant la manifestation. A Soweto, pour la première fois la police a essuyé des coups de feu d'armes automatiques dans la ville. Les policiers ont attaqué la maison d'où étaient partis les coups de feu ont tué son occupant. Il était ensuite impossible de l'identifier.

Accord Syrie - Liban - Israël à propos du Sud-Liban

UNE NOUVELLE ÉTAPE DE L'EXPANSION ISRAËLIENNE

La télévision et la propagande israéliennes ont fait grand tapage sur le retour des blindés du Sud-Liban. Et pour cause : l'accord de cessez-le-feu s'il supposait qu'Israël était intervenu au Sud-Liban, n'impliquait pas pour autant que l'État sioniste était un agresseur, mais au contraire légitimait cette intervention en leur donnant un droit de protéger les chrétiens du Sud-Liban.

UNE ZONE TAMPON DE 10 KM !

C'est du moins l'interprétation qu'on donne de cet accord à Jérusalem, qui considère que son armée peut intervenir chaque fois qu'elle le jugera nécessaire pour «protéger les chrétiens». Jérusalem a donc fait entériner «la frontière ouverte» entre le Sud-Liban et Israël grâce à laquelle elle a pu progressivement imposer son droit de regard sur le Sud-Liban en intervenant directement et en utilisant les forces fascistes libanaises dépendant d'Israël en armes comme en ravitaillement.

En outre, Jérusalem a fait savoir que l'une des conditions du cessez-le-feu était à ses yeux, le retrait des Palestiniens à 10 kilomètres de la frontière. En d'autres termes, Israël veut créer une vaste zone le long de sa frontière, interdite aux Palestiniens pour couper la résistance à l'intérieur des territoires occupés de la résistance à l'extérieur. En même temps, Israël veut arracher les Palestiniens du Sud-Liban là où leur liens avec la population arabe sont très étroits, là où ils constituent une solide force de résistance à l'expansionnisme israélien. Ces intentions ne sont pas nouvelles ; ce qui l'est c'est que l'accord du cessez-le-feu leur donne le droit de prétendre à leur réalisation. Sur le front même, Israël n'a pas retiré la totalité de ses troupes : certaines restent à Kleyn, prêtes à intervenir à nouveau.

Bien que le texte exact ne soit pas rendu public, cet accord est moins important par son contenu que par le processus grâce auquel il a été réalisé :

- Israël a pu intervenir au Sud-Liban sans entraîner de riposte de la part des États arabes.
- Le régime syrien a reconnu «de facto» le protecto-

rat israélien sur le Sud-Liban.
- Il a de plus signé des accords qui engagent selon Israël, l'OLP. En leur nom Damas va effectuer des pressions pour que l'OLP les applique.
L'OLP a fait savoir qu'elle n'était pas con-

tion au Proche-Orient. Aussitôt, ils saisissent l'occasion : Cyrus Vance s'est lancé dans une nouvelle navette au Proche-Orient dès lundi. L'accord du Liban paraît comme une préfiguration de ce que veulent les Américains : un accord dont ils soient le

garant, et dont l'OLP serait dans les faits éliminée, la Syrie ou les pays arabes s'engageant en son nom.

A partir de là toutes les possibilités peuvent être envisagées. Une nouvelle est en train de l'être après l'échec des précédentes propositions : l'Arabie Séoudite aurait proposé un accord séparé Égypte-Israël avant d'entamer la question du règlement d'ensemble.

Grégoire CARRAT



Palestine occupée Combats en Galilée

Des unités palestiniennes ont attaqué des forces d'occupation israélienne à l'intérieur de la Palestine au pied du Mont Hermon. A Har dov dans la nuit de vendredi à samedi les autorités d'occupation ont reconnu avoir perdu un officier et eu plusieurs blessés... En outre, selon un communiqué de Wafa une opération s'est déroulée le 22 septembre dans la région de Tel Aviv : plusieurs agents des services de renseignement ont été tués ou blessés. A Jérusalem enfin une patrouille israélienne a eu de lourdes pertes le 23 septembre au cours d'une attaque à la station de bus de la rue Hamshrone.

La colonisation se poursuit

Les extrémistes sionistes devaient installer trois nouvelles colonies en Cisjordanie dans la journée de mardi. Au total deux colonies doivent être installées dans la semaine. Begin a déclaré à la secte Gush Enunim qui organise la colonisation qu'il considérait que les juifs pouvaient s'installer là où ils voulaient, mais qu'il n'était pas d'accord avec ce programme : les États Unis y étaient opposés et l'avaient fait savoir nettement.

LA TUTELLE AMÉRICAINE

La tutelle américaine qui s'est affirmée avec succès par cet accord est grave : dépositaires des engagements de chacun, ils sont juges de leur accomplissement, le médiateur obligé de tout conflit à leur propos. Ensuite, ce succès renforce le poids américain sur l'ensemble de la situa-

Après Bologne

VERS LA STRUCTURATION D'UN FRONT D'OPPOSITION ?



Les révisionnistes ont voulu profiter de l'existence d'un courant qui voulait dissocier la lutte des «laissés pour compte» (chômeurs, etc.) de la lutte de la classe ouvrière, pour faire oublier que la volonté révolutionnaire qui s'est affirmée au rassemblement de Bologne prolongeait des initiatives antérieures. Ainsi, certains qui étaient à Bologne, avaient participé en avril dernier, avec des milliers de délégués de conseils d'usines, à la réunion de Milan contre le «pacte social», de la démocratie chrétienne et du PCI, contre l'acceptation du plan d'austérité cautionné par les directions nationales des centrales syndicales, obéissant aux consignes des deux partis.

Des affrontements avec des «autonomes» ayant

Les tentatives d'Enrico Berlinguer, le secrétaire du PCI, d'identifier les participants au rassemblement de Bologne à des «nouveaux fascistes» apparaissent d'autant plus grotesques et scandaleuses, lorsqu'on considère l'importance prise ici par les débats sur le combat de la classe ouvrière italienne et la forte présence dans les assemblées, de syndicalistes ouvriers, membres de conseils d'usines et parfois responsables de fédérations industrielles de diverses localités.

empêché le forum consacré aux perspectives d'organisation des travailleurs, de se tenir au Palais des Sports, il fut décidé de le déplacer. Un grand cinéma de la ville avait été d'abord envisagé mais, il fallut recourir finalement à la grande place, la piazza Maggiore : on évalue en effet à 15 ou 20 000 le nombre de ceux qui devaient finalement participer à ce seul forum. Très majoritairement, les interventions ont souligné la

nécessité de recherches de bases communes pour la constitution d'un front d'opposition à la crise et au pacte social, unissant les «émarginationati» (les «laissés pour compte») avec l'opposition ouvrière à la politique de collaboration de classe. Nombre d'interventions rejetaient les positions «autonomes» estimant qu'il y a deux sociétés : celle des «garanties» c'est-à-dire celle qui rassemblerait aussi bien capitalistes qu'ouvriers disposant d'un emploi et d'une législation sociale, et celle des «sans-garanties», des sans-travail (5 millions).

Des militants ouvriers, des délégués syndicaux de base mais aussi des responsables dans la hiérarchie syndicale, tel que le secrétaire de la fédération des métaux de Milan (où se retrouvent les 3 syndicats), ont souligné que la classe ouvrière aujourd'hui en Italie, n'a pas de «garanties» vu l'ampleur du chômage qui se développe, du travail temporaire, de la diminution du salaire réel, de la dégradation des conditions et l'augmentation qui s'en suit, des maladies professionnelles. Dans les débats, dans les discussions, ces mêmes syndicalistes ont montré que sur la base de cet état de choses, une forte opposition au plan d'austérité, dans la classe ouvrière est possible. Face au PCI, qui, par le biais de la CGIL a essayé de s'opposer aux revendications salariales sur le thème : «de telles revendications risquent de freiner les nécessaires investissements pour le développement du Sud», nombre de conseils d'usines, indiquaient des syndicalistes présents, ont rejeté l'idée de continuer une telle politique. La classe ouvrière de Bologne même, avait déjà manifesté cette hostilité dans le passé, par exemple en février,

en manifestant contre la tentative de faire passer tout militant révolutionnaire, refusant le «compromis historique», pour un «criminel», des ouvriers des grosses entreprises de la région (Sabiem, Weber, Ducatti, Menarini), y avaient participé.

C'est la première fois, avec le rassemblement de la semaine dernière à Bologne, que des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, rejetant la politique de la DC et du PCI, et venant de toute l'Italie, se retrouvent en aussi grand nombre pour échanger leurs points de vue et leurs expériences. «Ce qui est important, disaient des participants, c'est que nous représentions un courant d'opposition qui est présent dans les usines, les quartiers, dans tout le pays, et en nous rassemblant ici aussi nombreux, nous avons prouvé qu'une base existe pour développer l'opposition révolutionnaire dans tout le pays». D'autres remarquaient : «Le PCI ne pourra plus se contenter de dire : vous êtes des fascistes, il devra avancer d'autres arguments, car nous avons montré par les débats, et sans qu'il y ait eu de violences, que nous sommes un mouvement avec lequel le PCI devra compter. Dans les usines, face au PCI qui tente de nous isoler, nous pourrions mettre en avant la force qui s'est exprimée par ce rassemblement».

Beaucoup rejetaient l'idée avancée par certains comme Guattari ou Macchiocci sur la «germanisation» de l'Italie, en soulignant l'existence actuelle d'une forte opposition révolutionnaire. La question restait posée toutefois des lendemains de ce rassemblement. «Nous avons établi un premier contact, disait-on ici, nous espérons que nous allons trouver les formes d'organisation adéquates pour structurer ce front d'opposition». Une structuration qui implique nécessairement une profonde clarification de la nature du PCI, une démarcation sans ambiguïté avec le révisionnisme.

Correspondance

Points de repère sur l'Erythrée

Le peuple érythréen contre les interventions étrangères.

2

PAR Y. EL KHALIL ET J.P. CHAMPAGNY

C'est grâce à une majorité contrôlée par les États-Unis qu'Hailé Sélassié avait pu obtenir de l'ONU, en 1952, la «fédération» avec l'Éthiopie imposée au peuple d'Érythrée. En 1963, l'Éthiopie et les USA concluent un traité donnant à l'impérialisme US la possibilité de s'implanter militairement en Éthiopie et en Érythrée. C'est à cette date que les USA devaient installer en Érythrée la base militaire de Kragnev qui abriterait jusqu'en 1974 une station d'écoutes et de transmissions ainsi que 4 500 GI'S.

Lorsqu'en 1962 éclate la guerre de libération contre l'annexion éthiopienne de l'Érythrée, l'impérialisme US appuie le régime d'Hailé Sélassié. En 1970, le *Herald Tribune* révèle que les USA arment et équipent 40 000 soldats des troupes éthiopiennes en Érythrée. Les conseillers militaires du M.A.A.G. (Groupe américain d'assistance militaire) particulièrement actifs dans la guerre d'agression en Indochine, participent à l'intervention en Érythrée. Si cette présence américaine se fait plus discrète après la chute d'Hailé Sélassié en 1974, le soutien militaire au régime du DERG, qui poursuit la guerre contre le peuple érythréen, ne faiblit pas, au contraire. En deux ans, le régime de Mengistu va bénéficier de 200 millions de dollars d'aide militaire, davantage que le régime du Négus en 20 ans !

Les sionistes jouent un rôle complémentaire. Pour disposer d'une base en Mer Rouge et contrôler le détroit de Bab el Mandeb, ils interviennent également, espérant se servir de l'Érythrée comme d'une base d'agression contre les pays arabes, en les prenant à revers. Israël occupe militairement deux îles (Halib et Fatima) de l'archipel érythréen de Dahalk. Les sionistes encadrent les services de sécurité éthiopiens et forment les unités anti-guérilla. En 1975, alors que les forces de libération érythréennes mènent une contre-offensive, la flotte sioniste se livre à des démonstrations de force en Mer Rouge.

L'intervention de l'URSS

Dès l'avènement du régime du DERG, l'URSS profitant de l'incertitude de la Junta, commence à s'infiltrer en Éthiopie par l'intermédiaire de conseillers et de techniciens. En décembre 1976, alors qu'il devient de plus en plus clair que les États-Unis, en train de reconsidérer leur politique arabo-africaine, ne sont plus prêts à soutenir indéfiniment le régime éthiopien qui s'enlise dans la guerre de l'Érythrée, le social-impérialisme prend le relais. Il conclut un accord secret pour des livraisons d'armes qui peuvent entièrement remplacer les livraisons américaines.

En février 1977, après le coup d'État qui a éliminé une fraction du DERG, distante à l'égard de l'URSS, Mengistu annonce officiellement qu'il va passer des commandes d'armes aux «pays socialistes». Les livraisons soviétiques sont massives : 300 millions de dollars en 6 mois, alors qu'en 2 ans les USA en avaient fourni 200 !

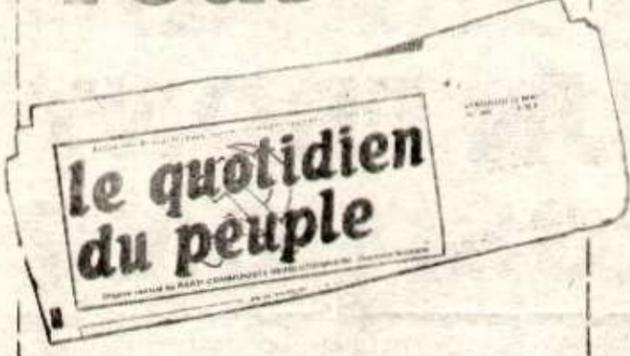
Le social-impérialisme qui organise un pont aérien pour acheminer ces armes, fournit également les moyens de transport pour les milices de la «marche rouge».

À cette intervention militaire contre un peuple en lutte, qu'elle met à profit pour assurer son emprise sur le régime de Mengistu, l'URSS associe une politique de médiation apparente : elle propose une «fédération» de la Mer Rouge, qui permettrait de «régler» sous son égide le problème de l'Érythrée et de l'Ogaden. On sait que la Somalie a refusé ce projet.

Au sujet du projet de «fédération», Nafi Kurdi, représentant en France du F.P.L.E. nous a déclaré : «Nous n'avons de conseil à recevoir de personne. Il ne faut pas traiter les peuples en mineurs. Nous avons déjà fait l'expérience d'une fédération imposée par l'impérialisme US. Nous n'accepterons pas de solution imposée par qui que ce soit d'autre».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

abonnez-VOUS



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France
- Ou parmi les livres :
 - Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
 - La Commune en bandes dessinées
 - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
 - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
 - Les enfants de Xisha (Haoran)
 - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
 - La Commune de Paris (Lissagaray)
 - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblak breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Bateline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checco
- Chili Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 600 F
 ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
 Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

PAYSANS EN LUTTE

Fête des Marchis en Charentes

«UNE ETAPE DANS LA MOBILISATION»

● C'est samedi et dimanche dernier qu'a eu lieu aux Marchis dans les Charentes, une fête organisée par le Comité de défense des fermiers. Tout au long de ces deux jours, se sont succédés poèmes, chansons, pièces de théâtre et interventions. Sous une forme attractive, la fête se voulait un lieu d'échanges où les travailleurs puissent s'exprimer sur les problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie, en particulier «sur la nécessité de ne pas être privé du droit au travail» et de «s'armer un peu plus contre ceux qui tirent parti de leur travail». Le programme de la fête a-t-il permis que ces objectifs soient atteints, a-t-il aidé les travailleurs à trouver des réponses aux questions qui leur sont communes ?

UNE PIÈCE DE THÉÂTRE CONTROVERSÉE

Samedi soir, après l'intervention d'un membre du comité de défense pour rappeler les raisons de ce rassemblement, la place fut vite donnée au spectacle. Les Pibolous de l'Union poitevine pour la culture populaire, troupe de théâtre locale, allait jouer une pièce écrite par le Théâtre de l'Olivier et adaptée en patois poitevin par eux-mêmes : «Village à vendre». Dès le départ, le ton est donné : le village se meurt, les habitants partent pour aller chercher du travail ailleurs.

est, mais ce n'est pas en choisissant de montrer principalement les idées fausses existantes qu'on peut faire progresser les choses !

UN DÉBAT NÉCESSAIRE

Un débat était nécessaire à la fin de la représentation : il a fallu que des paysans présents l'imposent contre l'organisateur qui tentait de déplacer les gens vers la buvette. Beaucoup critiquèrent le contenu de la pièce sur différents aspects : pourquoi ne pas donner des armes pour



Intervention d'un ouvrier agricole «toujours oubliés, parfois méprisés, de toute façon exploités».

Seul reste un couple de paysans qui sont décidés à résister. Ces paysans réussissent à chasser les «esprits de la désertification des campagnes» et à faire revenir les habitants au pays, mais on ne sait par quel procédé. Après cette petite introduction vont se succéder, tout au long de la pièce, les différents maux qui s'abattent sur le village. On nous montre le Crédit agricole qui ne prête qu'aux riches (spéculateurs, gros paysans), et ses liens avec la SAFER et autres organismes agricoles, pour étrangler le petit paysan, mais face à lui il ne trouve que des paysans soumis et avides de prêts !

C'est la même chose pour les scènes sur la spéculation foncière, l'armée, le tourisme qui s'abattent sur le village sans qu'on comprenne pourquoi. Il faut noter à propos du tourisme la façon dont est résolue la contradiction ouvrier-paysan... D'un côté un ouvrier travaillant à Billancourt en vacances, d'un autre, un paysan qui est en période de gros travaux. L'ouvrier a garé sa voiture devant la grange du paysan ; suit une querelle entre eux à ce propos. Comment est-elle résolue ? A l'initiative de la femme du bar qui les invite à venir s'installer ensemble à son comptoir... Ces scènes ne font qu'un catalogue de situations et prétendent décrire la vie telle qu'elle

impérialiste d'Amérique latine exilé à Angoulême explique la situation dans son pays ; il y eut également une intervention pour soutenir la lutte du peuple sahraoui.

Seules deux interventions tentèrent d'élargir la lutte des Marchis. Un fermier menacé de reprise abusive explique comment, dès maintenant, la lutte se prépare au sein d'un comité de défense auquel les ouvriers agricoles participent.

Distribuant un tract sur leurs conditions de vie, en même temps qu'un des leurs intervenait au micro, des ouvriers agricoles ont tenu à témoigner de leur exploitation.

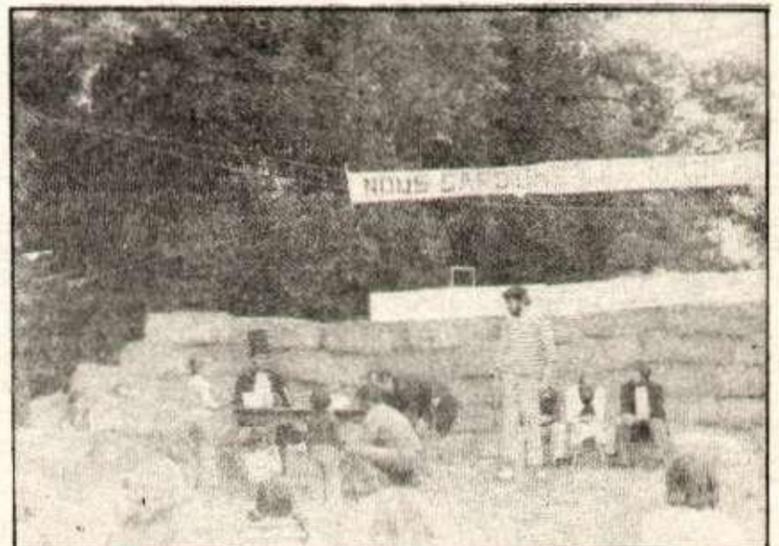
QUELLES PERSPECTIVES ?

Ces quelques courtes interventions ne suffisent pas à combler le manque de discussions politiques. Ajoutés au programme de divertissement (parfois très tardivement comme pour les ouvriers agricoles) elles n'ont pas permis que s'engage un véritable débat.

Les comités de défense avaient préparé un sketch sur la lutte des Marchis, qui devait clôturer la fête. Il y a deux ans, lors de la première fête, les paysans avaient également monté un spectacle sur l'affaire des Marchis et présenté les conditions de vie et de travail des fermiers. Cette année, le sketch était bien anecdotique. Certes, y sont attaqués la propriété foncière, la FNSEA et le tribunal au service de la propriété foncière. Mais quelles perspectives se donneront-elles aujourd'hui ? Comment s'organiser pour continuer la lutte et qu'elle soit tout à fait victorieuse.

Comment est né le comité de défense, comment est-il dirigé ? Toutes ces questions restent dans l'ombre.

La fête des Marchis a montré au propriétaire qu'André Puygrenier et Pierre Forgert ne sont pas seuls et que le soutien reste entier. Mais comment organiser ce soutien, quelles perspectives données à tous ceux qui étaient présents ce week-end ? A cela, aucune réponse claire n'a malheureusement été donnée pendant la fête.



Sketch sur l'affaire Marchis : première sentence du tribunal : l'affaire est renvoyée.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 27 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 30 - Show machine
21 h 35 - Monde sans frontières. *La Grèce*
22 h 25 - Pleine page
23 h 25 - Journal

A 2

15 h 55 - Aujourd'hui magazine
17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dorothee et ses amis
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Dossier de l'écran. *La Dolce vita*
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Westerns, aventures. *Les prairies de l'honneur*
22 h 10 - Journal

Mercredi 28 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Emmenez-moi au ritz. *Dramatique*
22 h 05 - Des idées et des hommes. *Platon*
23 h 00 - Journal

A 2

15 h 55 - Un sur cinq
18 h 25 - Dorothee et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 25 - Football : Nantes-Prague
22 h 25 - L'aigle et le vautour
23 h 20 - Football : Manchester-St Etienne
23 h 50 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune Libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Un film, un auteur. Quelle joie de vivre ! *Film Franco italien de René Clément 1961. Avec Alain Delon et Barbara Lass*
22 h 20 - Journal

MUSIQUE

MUSIQUES AFRICAINES
A PARIS

Dans le cadre du festival d'automne à Paris, plusieurs groupes de musique et de danse africaines se produisent actuellement dans deux salles parisiennes.

Cette initiative offre une excellente occasion de découvrir danses, chants, musiques traditionnels africains.

Les sculptures et masques africains, pillés par les colons sont entrés dans les collections d'art et les musées, et sont maintenant assez connus dans les pays occidentaux. Il en va différemment de l'art musical africain, beaucoup plus difficile à transformer en marchandise. Aussi cette musique traditionnelle est-elle restée très mal connue, bien que son influence par l'intermédiaire du jazz soit présente dans la musique contemporaine.

C'est donc un voyage aux sources du jazz et des musiques négro-américaines que permet la venue à Paris de ces groupes traditionnels, mais c'est surtout la possibilité de découvrir un aspect essentiel des cultures africaines traditionnelles.

Michel Boudon, un des organisateurs de ce festival présente ainsi le programme : «*D'un continent qui demeure peu connu, il s'agit de donner une idée de la diversité des musiques, donc des cultures africaines. Car s'il est vrai qu'il n'y a pas une unité musicale en Afrique, il faut encore dire la diversité musicale dans un même pays et dans une même ethnologie.*

Notre soin est de rendre



Duro Lapido National Théâtre (Nigéria), photo : M. Boudon

compte des musiques vivantes, donc présentes... Nous voulons témoigner de sociétés où ce n'est pas l'individu qui est créateur, mais la collectivité. Nous nous refusons à toute attitude folklorique»

Ces musiques sont présentées sans concession au spectaculaire, telles qu'elles ont pratiquées dans la vie sociale traditionnelle. Leur écoute et leur compréhension néces-

site un certain effort : on découvre un univers vocal-musical très différent de celui que nous connaissons.

La Zaïre est représenté au «Cirque d'hiver» par une troupe de femmes Bobongo et les musiciens et danseurs, devins Hemba du Shaba. Les femmes Bobongo colorées de poudres de couleurs ocre donnent un spectacle total : chants, danses, figures acrobatiques rythmées

par les percussions traditionnelles. Leurs chants ont à l'origine un rôle social bien défini, un des plus complets accompagne les funérailles des chefs. Des rythmes différents s'entrecroisent et se succèdent, les voix se mêlent sur des registres différents.

Le spectacle des devins Hemba qui accompagne les rites des sorciers guérisseurs associe un groupe de musiciens à des danseurs, vêtus de peaux de bêtes, chargés de colliers, le visage marqué. Ils chantent et dansent pendant une heure sur un rythme étonnant.

Le décor du Cirque d'hiver, le cercle de bois blanc de la piste ne constitue malheureusement pas le décor souhaitable à un tel spectacle.

L'effort de compréhension vaut la peine, il nous permet de découvrir une partie des cultures musicales africaines et la beauté d'un art méconnu, nié ou déformé par le colonialisme et le racisme.

A ces spectacles une limite : il est très difficile d'apprécier quel rôle peuvent jouer ces musiques et ces danses, dans le contexte social, actuel des différents pays. S'ils sont utilisés dans un sens régressif ou progressiste.

Jusqu'au 29 septembre, le Zaïre au Cirque d'hiver et le Gabon aux Bouffes du Nord.

A partir du 30 septembre, dans les mêmes salles : chants paysans de la République Populaire de Madagascar, les Yoruba du Nigéria, musiques du Niger, et la Kora malienne.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Edition Denoel

78^e épisode

Il avait fait quelque temps le bagagiste mais, grâce à son frère, il n'avait jamais eu faim. Au bain, il avait connu un compatriote, un jeune bourgeois qui venait de vendre tous ses biens et de les donner au parti, clandestin encore. La petite flamme qui luisait dans les yeux d'Arezki, cet homme l'avait entrevue et entretenue. A partir de là, par goût de comprendre et de savoir, Arezki s'était adonné à l'étude solitaire, anarchique. Son frère l'avait encouragé d'abord, puis, un jour, à la suite d'une dispute, renvoyé dans leur village. Plus tard, ç'avait été la France et la nécessité de survivre.

— Je ne suis pas retourné là-bas depuis six ans.

Je restai muette, je pensai à la lettre d'Anna. Arezki me regarda en riant comme s'il se moquait de moi.

— Si nous commençons à raconter nos misères...

— Les nôtres, dis-je, n'ont rien de comparable aux vôtres.

— Oui, je le pense.

Après un petit silence, il reprit :

— Si le secret est bien gardé, nous pourrions nous voir presque tous les soirs.

Je ne répondis rien, la joie m'envahissait. Nous avions beaucoup marché et nous nous trouvâmes sur une petite place, devant une énorme statue. Je m'arrêtai et la détaillai.

— C'est Balzac, dis-je joyeusement, je le reconnais. Regardez. La robe de chambre et la corde-lière. Vous connaissez Balzac? L'aimez-vous?

— Est-ce que tu connais Amrul'Qutais? Est-ce que tu l'aimes? demanda-t-il finement.

La petite place était isolée par le brouillard. Je vivais un moment de bonheur parfait. Il me semblait que si je quittais la place ce bonheur se diluerait.

— Viens, me dit Arezki. Tu vas avoir froid, ne reste pas ici.

Je n'avançai pas, je le regardai en souriant. Il me tira vers lui et m'embrassa trop vite pour que j'en ressentisse un autre plaisir que celui d'une chaleur soudaine sur ma figure froide.

Quelqu'un trouva le brouillard et passa devant nous d'un pas rapide et sonore.

— Que j'aime Paris...

— J'aurais préféré que tu dises : que j'aime

Arezki...

Sa voix était moqueuse. Il tenait encore mes bras au-dessus des épaules, et, ensemble, nous commençâmes à rire. Je jetais de petits coups d'œil à la statue, je grelottais et je retardais le moment d'avancer.

— Allons, viens.

— De quel côté?

— Je me reconnais mal. Par là, les Ternes. Viens, nous allons retrouver le métro.

Je soupirai : « déjà ». Il m'attira et m'embrassa encore et plus ardemment que la première fois. Je me raidis par hypocrisie. Il me lâcha, prit ma main, et, à regret, je dis adieu à la petite place.

Le contact de nos mains me rassurait. Il parlait en effet avec détachement et d'un ton neutre, comparant les climats des diverses villes où il avait habité, et je devinaï que ma retenue l'avait déçu.

— Quand es-tu libre? demanda-t-il.

Sa question me déplut.

— Lequel de nous n'est pas libre?

Je dis cela d'une voix sèche. Il marqua le pas, me traversa de son regard et me répondit avec dureté :

— J'avais pensé que tu étais une femme intelligente.

— Il reprit sa marche, les mains dans les poches, tandis que je perdais pied et ne savais que dire.

— Quel froid, quel froid.

J'espérais qu'il reprendrait ma main.

Il me sourit ironiquement.

à suivre

LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRES

Reportage réalisé
par la délégation du *Quotidien du Peuple* en Chine



EN ARRIVANT DANS LE HOUNAN

● Mao Tsé-toung est né dans un village du Hounan, Chaochan et les tous premiers pas de l'édification du Parti Communiste Chinois ont été profondément marqués, au moins jusqu'en 1927, par l'activité révolutionnaire de Mao Tsé-toung dans sa région natale, et par les éléments de ligne, le plus souvent décisifs, qu'il a su en dégager.

Le pays de l'eau et du poisson

Le Hounan, c'est-à-dire «le pays au sud du Lac» est aussi surnommé le pays du riz et du poisson. C'est dire à quel point la province a un besoin vital d'eau pour produire et vivre.



Représentant nettement moins de la moitié de la France en superficie, elle compte presque autant d'habitants : 48 millions. Or, les montagnes et les collines occupent déjà 70 % du territoire, ces montagnes couvertes de forêts épaisses, bleues à l'horizon, aux formes aiguës et bizarres. Et sur les collines, si elles ne sont pas irriguées, pas de riz ; si elles ne sont pas arrosées, pas de thé, de sorgho, de maïs ni de soja, mais souvent l'argile rouge qui apparaît alors à vif, matériau de base pour les briques séchées ou cuites, les tuiles, l'industrie millénaire de la céramique et la porcelaine.

Alors le problème se résume en ces quelques chiffres : il faut, en une année, fournir 600 mètres cubes d'eau, à chaque mou (un quinzième d'hectare) de rizière. Et la chaleur du climat permet deux récoltes, parfois trois par an.

L'eau ne manque pas. Descendant des montagnes, 3 000 affluents forment quatre fleuves qui vont se jeter, du nord, dans le lac Toung-tsing.

Le fleuve Hsiang Kiang, par exemple, qui baigne Tchangcha la capitale de la province, roule sur plus d'un kilomètre de largeur, des eaux couleur de terre, en une vaste voie d'eau où se croisent remorqueurs, péniches, et jonques anciennes.

Mais comment irriguer au-delà de l'environnement des cours d'eaux, des vallées et des plaines ? Et aussi comment maîtriser les aléas de la pluie, donc du débit des fleuves et rivières ?

C'est pourquoi la population se concentre très largement encore dans les zones irrigables : sur la route de Tchangcha

à Chaochan, ce n'est nulle part la campagne au sens où nous l'entendons : le réseau des habitations ne se distend jamais véritablement, et tout au long de la route, le flux des travailleurs, à pied, en vélos, en camions etc. reste étonnamment dense et quasiment ininterrompu.

Chaque parcelle de terre irrigable est mise en valeur. Les buffles n'ont pratiquement pas de prairies : des gamins (c'était encore la veille de la rentrée des classes) les conduisent paître, pour l'essentiel, l'herbe des sentiers, des digues étroites et des rares coins de friche.

La mécanisation reste encore limitée. Des responsables de la province nous l'indiquent : c'est un problème important qui reste à résoudre. Dans le va et vient incessant des travailleurs sur la large route de Chaochan, pris dans le flot des bicyclettes, à côté des camions, des jeeps, des motoculteurs, on rencontre encore pas mal de petites charrettes, lourdement chargées, tirées et poussées parfois par deux

Le Hsiang Kiang vu de l'île aux mandarines. Au fond Tchang Cha.



hommes, et d'antiques brouettes incurvées ajustées à un système de palanque.

Par un effort constant, depuis la Libération, d'irrigation sur la base de la collectivisation, la province dans son ensemble, mais aussi maintenant chaque district, sont parvenus à l'auto-suffisance pour tous les principaux produits agricoles : riz et céréales, thé, bétail, volaille et poisson (la pratique de la pisciculture est très répandue). Bien plus, la province parvient à dégager des excédents agricoles qui lui permettent d'accélérer son industrialisation. C'est en effet encore un point faible du Hounan que la relative faiblesse de sa base industrielle.

La ville de Tchangcha aussi,

avec ses 800 000 habitants, ses industries qui se développent, notamment au bord du fleuve Hsiangkiang, garde encore l'empreinte de la campagne et s'en trouve imprégnée de multiples façons.

Pays du Tiers-Monde, pays socialiste

Que la Chine appartienne au Tiers-Monde, voilà qui ne fait guère de doute lorsque l'on voit à quel point, dans une province comme le Hounan, les anciennes techniques agricoles, le repiquage du riz à la main, le transport non motorisé conservent encore leur place et sont seulement en train de reculer devant la mécanisation. On fait encore sécher au bord des routes, des briques crues, pour construire ces petites maisons ocre aux toits de tuiles grises, tout à fait semblables à celles de Chaochan, où Mao Tsé-toung a passé son enfance. Mais ça et là, un peu partout, construits ou en chantier s'alignent des bâtiments récents en briques rouges, à deux ou trois étages. Et Hsiangtan, qui n'était qu'un gros village à la Libération, est devenue une véritable ville, bâtie en dur.

Héritages de l'exploitation combinée du féodalisme et de l'impérialisme, ce développement



Des ouvriers d'une usine achètent le tome V des œuvres choisies de Mao Tsé Toung.

visages, de gestes et d'attitudes. Fait significatif : bien que, un peu partout les choses soient en transformation et en chantier, la propreté des rues, des lieux publics, des routes est entretenue avec un grand soin.

La province natale de Mao Tsé-toung

La province du Hounan a un caractère méridional, dans tous les sens où nous l'entendons en France : aussi bien l'abord facile, la gaité apparente, le calme de ses habitants s'accordent, semble-t-il, à son climat qui ne connaît ni la neige, ni le gel en hiver, et à peine la fraîcheur. Plutôt le climat de Naples que celui de Marseille, mais avec une luxuriance presque tropicale des cultures et de la végétation, dès que l'eau est présente : lotus aux larges feuilles dans les étangs, dont on mange les graines rouges et les racines au goût un peu fade, palmiers, bambous qui servent à toutes sortes d'usages : fauteuils, lits, nattes où l'on dort dans la chaleur de l'été, et toutes sortes d'objets de vannerie. Les gens du Hounan sont connus pour aimer le piment, qui relève la plupart des plats régionaux. Dans une boutade rapportée par Edgar Snow Mao Tsé-toung, lors d'une halte de la Longue Marche, passait en revue les pays du monde pour démontrer que les peuples qui mangeaient du piment étaient des peuples révolutionnaires...

Et à coup sûr, le Hounan est riche d'un passé et de traditions révolutionnaires. Ce qui domine Tchangcha, la capitale, c'est au

sommet d'une colline de pins verts, au cœur d'un vaste parc, la stèle à la mémoire des martyrs de la révolution. Avec en bas un lac étalé, avec un unique petit pont de pierre, comme s'il fallait laisser à la mémoire tout cet espace.

Et ce qui habite Tchangcha, étroitement mêlé à la vie de chaque jour, c'est le souvenir de Mao Tsé-toung : l'école normale où sa recherche intrasigante de la vérité, son esprit révolutionnaire le préparèrent et le conduisirent au marxisme-léninisme ; et au milieu du large fleuve Hsiangkiang, à la pointe de la longue île qui le divise comme une épine dorsale, au bord d'un verger de mandariniers, cette brève plage, devenue lieu de promenade, où il faisait halte, au soleil, avec ses compagnons, avant de poursuivre la traversée à la nage vers le mont Koueilou, de l'autre côté du fleuve : épaisse forêt où chante la cigale, où rôdaient encore les tigres, habitée de légendes ; Mao Tsé-toung, lui et ses compagnons d'étude, y pratiquaient l'escalade et y dormaient à la belle étoile.

Encastrée dans les nouveaux quartiers, la petite maison alors en banlieue, de l'Etang aux Eaux limpides où il s'installe avec sa femme, Yang Kai-houei, après la fondation du Parti, pour diriger la construction des cellules communistes dans toute la province.

A vrai dire, de Tchangcha la capitale, à Chaochan son village natal, dans les monts, les villes et les rivières du Hounan, est à jamais inscrite la mémoire des premières activités de jeune révolutionnaire, puis de communiste de Mao Tsé-toung.

Demain
— «DANS LE HOUNAN, AUX ORIGINES DE LA PENSÉE MAO TSE TOUNG»